

fair. Financer
Accompagner
Impacter
Rassembler



**Cartographie des acteurs de
l'investissement à impact au
Sénégal & en Côte d'Ivoire**

Juillet 2021

Table des matières

Table des illustrations	3
Résumé synthétique.....	4
Cadrage et objectifs de la cartographie	5
Intitulés et livrables.....	5
Définition et intérêt de l'investissement à impact.....	5
Contexte de la cartographie.....	7
Objectifs des parties prenantes.....	9
Présentation des pays étudiés.....	11
Implantations géographiques et logiques régionales.....	11
Éléments de contextes nationaux	14
Méthodologie.....	16
Calendrier.....	16
Entretiens.....	16
Classification des acteurs.....	17
Cartographie des acteurs de l'investissement à impact.....	18
Partie 1 : Offre de capital	19
Partie 2 : Intermédiaires financiers	23
Partie 3 : Demande de capital	27
Partie 4 : Gouvernement, régulateurs	29
Partie 5 : Facilitateurs de marché.....	32
Principaux défis de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire	37
Enjeux généraux.....	37
Enjeux de l'offre de capital et des intermédiaires financiers	38
Enjeux pour faire correspondre l'offre et la demande de capital.....	40
Enjeux de la demande de capital.....	41
Enjeux du Gouvernement, des régulateurs et décideurs politiques.....	42
Enjeux des facilitateurs de marché.....	43
Conclusion synthétique.....	44
Annexes.....	45
Contacts des parties prenantes.....	45
Questionnaire	46
Bibliographie.....	47
Lexique.....	48

Table des illustrations

Figure 1 : Cartographie des principaux acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire	4
Figure 2 : Positionnement de l'investissement à impact par rapport aux pratiques connexes	5
Figure 3 : Répartition de l'Aide Publique au Développement par pays prioritaire.....	8
Figure 4 : Pays d'implantation des comités consultatifs du GSG	10
Figure 5 : Carte des pays d'Afrique francophone	11
Figure 6 : Carte des pays de la CEDEAO	12
Figure 7 : Carte des pays de la zone franc CFA.....	12
Figure 8 : Carte des pays de l'UMOA et de l'UEMOA.....	13
Figure 9 : Carte des pays de l'OHADA.....	13
Figure 10 : Répartition des entretiens réalisés par FAIR - Par pays	16
Figure 11 : Cinq piliers de l'écosystème de l'investissement à impact.....	17
Figure 12 : Répartition des entretiens réalisés par FAIR - Par acteurs.....	17
Figure 13 : Cartographie des principaux acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire.....	18

Résumé synthétique



L'objectif de cette cartographie est de **recenser les acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire et comprendre les spécificités du marché dans ces pays**. Ce rapport a pour ambition de promouvoir l'investissement à impact en Afrique francophone et constitue une première étape dans l'éventuelle création de comités consultatifs sénégalais et ivoirien pour l'investissement à impact. Elle a été menée par **FAIR**, qui soutient le travail du Comité consultatif français pour l'investissement à impact, en partenariat avec le **ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)** et en lien avec le **Global Steering Group for Impact Investment (GSG)**.

Entre 2020 et 2021, **48 entretiens ont été effectués** afin d'identifier les principaux acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Nous avons classé ces acteurs parmi les 5 catégories de l'écosystème de l'investissement à impact, comme présenté ci-dessous.

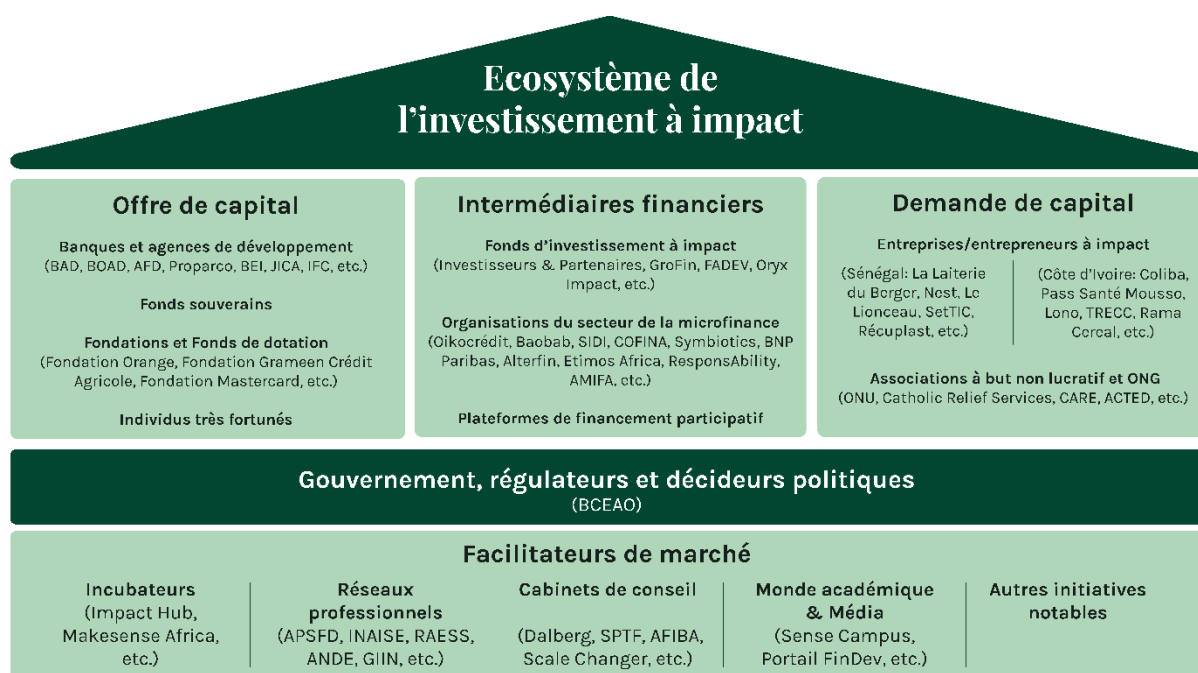


Figure 1: Cartographie des principaux acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire

Au cours des entretiens, **des tendances et des enjeux liés au développement de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire** ont été identifiés, et notamment :

- Le besoin de définition du périmètre et de sensibilisation à l'investissement à impact
- La nécessaire mobilisation de l'offre de capital vers l'investissement à impact, entre autres en provenance des investisseurs institutionnels et des fournisseurs de capital locaux
- Les difficultés éprouvées pour faire correspondre l'offre et la demande de capital à impact
- Les défis des entrepreneurs à impact, en partie liés à l'entrepreneuriat de nécessité, à la formalisation des entreprises et au passage à l'échelle
- Le rôle du secteur public pour apporter des capitaux et créer un environnement favorable (juridique, réglementaire, fiscal) aux acteurs de l'investissement à impact
- L'importance des facilitateurs de marché, nationaux et internationaux, pour structurer l'écosystème de l'investissement à impact

Enfin, FAIR a émis des **recommandations concernant la création potentielle d'un comité consultatif sur l'investissement à impact**, à savoir : se concentrer dans un premier temps sur le Sénégal, qui semble plus mature sur le sujet, tout en gardant une logique d'analyse régionale de l'écosystème.



Cadrage et objectifs de la cartographie

Intitulés et livrables

Contribution au développement de comités consultatifs pour l'investissement à impact en Afrique francophone.

FAIR¹, en concertation avec le Global Steering Group for Impact Investment (GSG²), et avec le soutien du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE³), a été mandaté pour réaliser une étude préliminaire sur l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire et comprendre les spécificités du marché dans ces pays.

L'objectif est d'établir **une cartographie des acteurs de l'investissement à impact** au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ce rapport est une première étape dans l'éventuelle création de comités consultatifs sénégalais et ivoirien pour l'investissement à impact.

En effet, depuis sa mise en place, le GSG s'appuie sur une trentaine de comités consultatifs nationaux (« National Advisory Boards » ou « NAB ») dont seulement cinq créés ou en cours de formation en Afrique (Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Nigeria, Zambie) mais aucun n'est situé en Afrique francophone.

Définition et intérêt de l'investissement à impact

Définition de l'investissement à impact

Le marché de l'investissement à impact intègre l'ensemble des acteurs qui ciblent de façon explicite des investissements réalisés avec l'intention de générer des impacts sociaux et/ou environnementaux positifs en même temps qu'une performance financière positive. L'investissement à impact se caractérise par trois caractéristiques principales⁴ : **l'intentionnalité, l'additionnalité, la mesure de l'impact** et son intégration dans les processus d'investissement.

Pour le définir « par opposition », on parle d'investissement à impact pour signifier qu'il ne s'agit ni de don ni de subvention, mais bien de tout outil financier qui vise à minima la récupération du capital initialement investi. Il ne s'agit pas non plus d'investissement socialement responsable (ISR) ou d'investissement en fonction de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'investissement à impact va plus loin que l'ISR et les critères ESG : il cherche à limiter les impacts négatifs mais également à soutenir les entreprises/organisations qui placent la recherche d'un impact positif au cœur de leur activité.

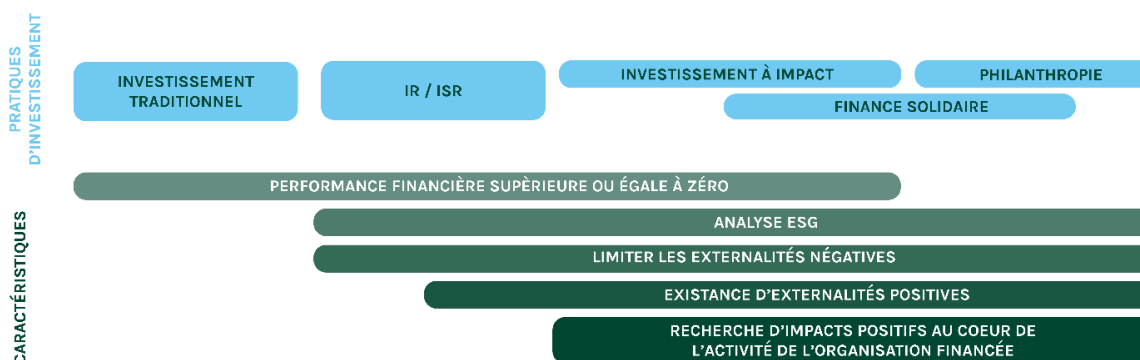


Figure 2 : Positionnement de l'investissement à impact par rapport aux pratiques connexes

¹ FAIR : <https://www.finansol.org/une-association-de-promotion/>

² Global Steering Group for Impact Investment (GSG) : <https://gsgii.org/>

³ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) : <https://www.gouvernement.fr/ministere-de-l-europe-et-des-affaires-etrangeres> ; <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>

⁴ FIR & France Invest – Investissement à impact – Une définition exigeante pour le côté et le non-côté : https://www.franceinvest.eu/wp-content/uploads/2021/03/Cahier-Impact-FIR-France-Invest_mars-2021.pdf



Les thématiques d'impact sont aussi diverses que les investisseurs à impact. On peut cependant citer quelques exemples, non exhaustifs : création d'emplois dans des zones difficiles, accès aux services essentiels pour les populations à faibles revenus (accès à l'éducation, à l'eau, à la santé, à l'électricité), insertion de personnes en situation de handicap, réduction des émissions de gaz à effet de serre, réduction des déchets, mise en place de systèmes de recyclage, etc.

L'investissement à impact comme outil de développement en Afrique

Les racines⁵ de l'investissement à impact remontent aux initiatives d'organisations pour proscrire des opérations liées à des produits comme l'alcool, le tabac et les armes. Ce mouvement a pris de l'ampleur dans les années 1960 et 1970 et a donné naissance aux concepts d'investissement socialement responsable (ISR) et plus tard, d'investissement en fonction de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Formellement, l'expression « **impact investing** » est apparue au début des années 2000, à l'occasion d'un événement organisé par la Fondation Rockefeller⁶ pour des investisseurs, des entrepreneurs et des philanthropes soucieux de mettre le capital au service du bien social et environnemental.

L'idée d'intégrer les gestionnaires de capitaux dans la réalisation d'objectifs sociaux et écologiques n'est pas nouvelle : **le financement du secteur privé apparaît comme un moyen pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD⁷)**, objectifs qui donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir plus durable pour tous. Ils permettent d'identifier les principaux enjeux mondiaux, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.

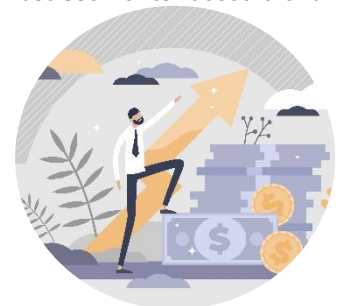
L'idée d'intégrer les gestionnaires de capitaux dans la réalisation d'objectifs sociaux et écologiques n'est pas nouvelle

Ainsi, les investisseurs ont un rôle à jouer dans l'atteinte de ces objectifs, et notamment en Afrique : **l'investissement à impact permettrait de faire en sorte que la croissance économique forte (bien que disparate et freinée par la pandémie) sur le continent, se traduise par des résultats en matière de développement.**

En mobilisant des capitaux privés pour obtenir des résultats socialement et écologiquement souhaitables, les investisseurs à impact sont essentiels pour combler des déficits financiers structurels, freinant le développement des pays.

D'autant plus que, selon la Banque Mondiale, l'économie africaine devrait continuer de fortement croître dans les prochaines années : **d'importantes opportunités commerciales et d'investissements** découleront notamment de l'émergence de classes moyennes et de l'accès à de nouveaux biens et services aux populations mal desservies.

L'inclusion financière, l'agriculture durable, l'énergie propre, l'éducation, la santé, et le logement abordable en Afrique sont parmi les secteurs les plus prometteurs. Des entreprises innovantes et de nombreux entrepreneurs développent des projets offrant des profils de risque et de rendement attractifs, ainsi qu'un fort potentiel d'impact, propices au développement de l'investissement à impact.



⁵ IFC - Investissement d'impact : l'essor d'un secteur qui suscite des attentes grandissantes :

https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/news_ext_content/ifc_external_corporate_site/news+and+events/news/insights/impact-investing-for-growth-fr

⁶ Rockefeller Philanthropy Advisors - Impact Investing : <https://www.rockpa.org/guide/impact-investing-introduction/>

⁷ Objectifs de Développement Durable : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

Contexte de la cartographie

La crise de la Covid-19 et ses conséquences

Déjà bien avant la pandémie, les gestionnaires de portefeuille s'intéressaient aux retombées positives de leurs placements sur le plan environnemental et social. L'investissement à impact s'est déjà développé avant la crise de la Covid-19 dans certaines régions du monde, mais son intérêt a été renforcé dans le contexte actuel.

En effet, **les coûts sociaux, humains et économiques liés à la pandémie mondiale ont profondément marqué les sociétés et redéfini les priorités sociétales**. Elle a démontré qu'il était urgent de déployer davantage de ressources dans de nombreux domaines, tels que le soin et la santé, mais pas seulement. En effet, cette crise sanitaire sans précédent a créé des difficultés considérables à travers la planète, aussi bien pour la santé publique, que pour le bien-être social et économique des populations. Les appels à faire des relances économiques des leviers pour s'attaquer à d'autres défis que sont la pauvreté, les inégalités, les discriminations ou encore le changement climatique se multiplient.

L'intérêt de l'investissement à impact s'est renforcé à la suite de la crise de la Covid-19, et notamment dans les pays les plus vulnérables



Pour répondre à ces nombreux défis et sortir de la crise actuelle, **une intervention seule des pouvoirs publics ne sera pas suffisante et de nouvelles formes de coopération, de manières de produire, de consommer et de financer l'économie doivent se développer**. Les pouvoirs publics devront s'aider de nouveaux acteurs, et notamment d'acteurs privés.

Si la crise de la Covid-19 ralentit dans certains pays, elle resurgit ou se poursuit dans d'autres. **Et les conséquences de cette crise ne sont pas les mêmes selon les pays** : les restrictions de déplacement, les mises en quarantaine, les obstacles au commerce, les difficultés d'approvisionnements alimentaires et sanitaires affectent de façon disproportionnée certains pays, et notamment pour les pays en développement (PED).

Une situation d'autant plus difficile dans certains pays

En effet, bien que la crise de la Covid-19 soit globale, les difficultés qu'elle soulève s'avèrent plus importantes dans certains pays du fait de **contextes économiques et sociaux antérieurs à la pandémie**.

C'est le cas pour **les pays considérés comme les moins avancés (PMA)**, qui correspondent aux pays les plus vulnérables face aux aléas économiques, environnementaux, humains et épidémiques, mais également pour **les pays émergents (ou PED, pays en développement)**, pays en transition qui se situent entre les PMA et les pays développés. Ces pays rassemblent les principaux défis en termes de financements nécessaires à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

La France porte une attention particulière aux pays les plus vulnérables, notamment en Afrique

La France porte une attention particulière aux pays les plus vulnérables, notamment en Afrique. L'Etat français concentre son effort de solidarité en subvention dans **19 pays prioritaires, identifiés par le CICID** (Comité interministériel de la coopération internationale et du développement) de février 2018⁸. Ces pays prioritaires (tous des PMA, majoritairement situés en Afrique) bénéficient de la moitié de l'effort en subvention de l'État et des deux

tiers des subventions mises en œuvre par l'Agence Française de Développement (AFD⁹). **Le Sénégal fait partie de ces 19 pays prioritaires.**

⁸ Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo : CICID - Annexe « Liste des pays prioritaires de l'aide française au développement » https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/releve_de_conclusions_du_comite_interministeriel_de_cooperation_internationale_et_du_developpement_-_08.02.2018_cle4ea6e2-2.pdf

⁹ AFD - Les subventions, pour le développement des pays les plus pauvres : <https://www.afd.fr/fr/les-subventions-pour-le-developpement-des-pays-les-plus-pauvres>

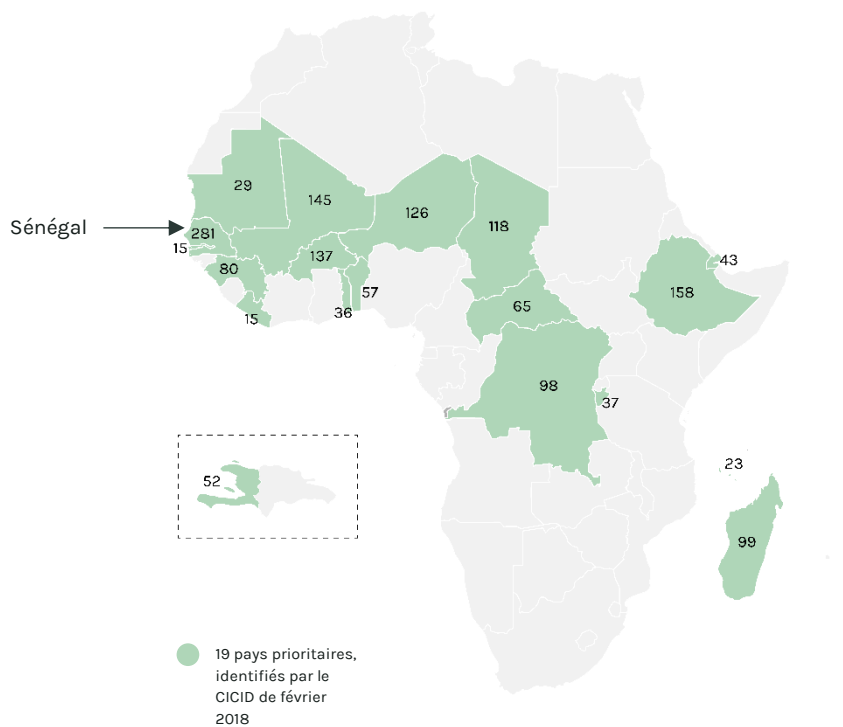


Figure 3 : Répartition de l'Aide Publique au Développement par pays prioritaire
 Source : France Diplomatie, données 2019, en millions d'euros¹⁰

Ces pays profiteraient de la promotion de l'investissement à impact du fait des défis de développement auxquels ils font face.

Il est intéressant de noter que l'investissement à impact est déjà développé dans certains pays d'Afrique anglophones (Afrique du Sud, Ghana, Zambie, etc.), alors que les pays d'Afrique francophone sont encore peu actifs sur le sujet.

C'est donc dans cette optique que notre étude se concentre sur le Sénégal et la Côte d'Ivoire : des pays respectivement considérés comme des PMA et PED, faisant partie de l'Afrique francophone et dont le développement de l'investissement à impact permettrait de concilier croissance économique et atteinte d'objectifs sociaux et environnementaux.

¹⁰ France Diplomatie – Priorités géographiques : https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/priorites-geographiques/#sommaire_2

Objectifs des parties prenantes

Les parties prenantes

Avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et en collaboration avec le Global Steering Group for Impact Investment, FAIR a mené une étude visant à **renforcer le secteur de l'investissement à impact en Afrique francophone**, en particulier à soutenir le développement du marché de l'investissement à impact local au Sénégal et en Côte d'Ivoire par la mise en réseau des acteurs concernés (bailleurs, investisseurs, entrepreneurs, gouvernements, services professionnels, etc.).

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)



La Direction générale de la mondialisation (DGM) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) définit et met en œuvre, en liaison avec les administrations impliquées et en partenariat avec l'ensemble des organisations internationales et acteurs concernés, l'action de la France relative aux enjeux globaux, au développement durable, à la coopération internationale, à la politique d'influence et aux grandes politiques sectorielles, notamment dans le cadre des enceintes multilatérales relevant de ses domaines de compétence.

Le MEAE soutient le développement de l'investissement à impact comme levier de financement des Objectifs de Développement Durable et d'accélération des investissements directs de l'étranger vers les pays les moins avancés, une priorité promue dans le cadre de la présidence française du G7 en 2019.

Global Steering Group for Impact Investment (GSG)



Le GSG trouve son origine dans un groupe de travail sur l'investissement à impact social (« Social Impact Investment Taskforce »¹¹) mis en place au niveau du G8 en 2013. C'est aujourd'hui une organisation internationale et indépendante qui promeut l'investissement à impact. Sa mission est d'intégrer l'impact au cœur des décisions d'entreprise et d'investissement. Présidé par Sir Ronald Cohen, le GSG rassemble des leaders du monde de la finance, des affaires et de la philanthropie. Le GSG réunit à ce jour plus de 30 pays, à travers leurs comités consultatifs nationaux, pour développer collectivement l'économie à impact.

FAIR (Financer, Accompagner, Impacter, Rassembler)



FAIR est né en 2021 de la fusion entre Finansol et l'Impact Invest Lab (iiLab), acteur historique et laboratoire d'innovation sur l'impact. Fédérateur des acteurs de la finance à impact social en France et pôle d'expertise français dans ce domaine à l'international, FAIR fédère plus de 110 entreprises solidaires, banques, sociétés de gestion, ONG, grandes écoles et personnalités engagées. FAIR gère un label, le label Finansol, qui distingue les produits d'épargne solidaire des autres produits d'épargne auprès du grand public.

FAIR est membre du GSG depuis la création de l'iiLab en 2016 et assure le secrétariat du comité consultatif sur l'investissement à impact français.

¹¹ Social Impact Investment Taskforce : <https://www.gov.uk/government/groups/social-impact-investment-taskforce>

Le rôle des comités consultatifs pour développer l'investissement à impact

Afin de promouvoir l'investissement à impact en Afrique francophone, cette cartographie représente une première étape en vue de la possible création de comités consultatifs sénégalais et ivoirien pour l'investissement à impact.

De tels comités consultatifs (« NAB », National Advisory Board ou « RAB », Regional Advisory Board¹²) **existent déjà dans une trentaine de pays**. Ils œuvrent localement au développement du secteur et assurent le lien avec le GSG qui rassemble tous les comités consultatifs nationaux et régionaux à travers le monde.

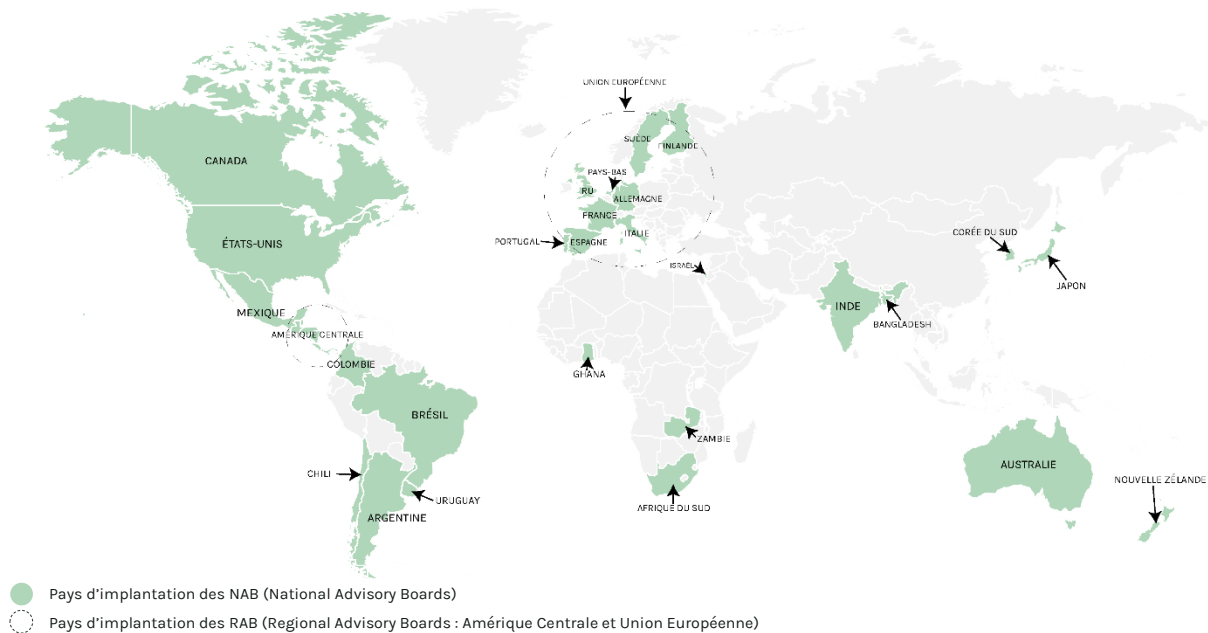


Figure 4 : Pays d'implantation des comités consultatifs du GSG

Les NAB effectuent **un travail catalytique**. Leur rôle¹³ est d'être une instance de référence sur le marché de l'investissement à impact afin de :

- Sensibiliser un large éventail de parties prenantes à l'investissement d'impact
- Identifier les opportunités pour atteindre une masse critique d'activités, de talents, d'échanges de pratiques, de politiques de soutien et d'infrastructures pour l'investissement d'impact
- Créer une plateforme d'influence et d'action axée sur le développement du secteur
- S'engager et rendre des comptes au collectif de personnes et d'organisations qui composent le secteur

Les NAB se réunissent dans et avec le GSG pour fournir et encourager la dynamique internationale de l'investissement à impact. Au sein du GSG, chaque NAB bénéficie du savoir-faire croissant de personnes travaillant dans des contextes similaires et différents.



Les NAB répondent à l'objectif de développement durable : « **Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser** » (ODD 17)¹⁴. Les NAB sont des plateformes de partenaires travaillant ensemble pour résoudre des problèmes complexes et tirer parti des atouts et de l'expertise nationaux et internationaux.

¹² GSG – NAB Countries (Pays d'implantation des Comités consultatifs du GSG) : <https://gsgii.org/nab-countries/>

¹³ GSG – NAB Handbook : <https://gsgii.org/reports/nab-handbook/>

¹⁴ ONU – ODD 17 : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/globalpartnerships/>

Conclusion sur le contexte et les objectifs de cette cartographie

Le développement de l'investissement à impact en Afrique francophone apparaît comme une des solutions pour un développement plus inclusif et écologique. Par sa capacité d'innovation et sa capacité à mobiliser des capitaux, l'investissement à impact est un moyen essentiel pour construire de façon plus juste et en respectant davantage notre planète.

C'est dans cette optique que cette cartographie a pour ambition de recenser les acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire afin d'étudier la possible création d'un comité consultatif sur l'investissement à impact dans ces pays.

Présentation des pays étudiés

Implantations géographiques et logiques régionales

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire font partie de plusieurs réseaux régionaux. La liste ci-dessous des organisations dans lesquelles sont intégrés le Sénégal et la Côte d'Ivoire n'est pas exhaustive, mais elle démontre bien que ces deux pays s'inscrivent dans des logiques de coopération aux niveaux politique, économique et juridique.

Afrique francophone

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire font partie de l'Afrique francophone¹⁵, qui désigne tous les États d'Afrique ayant la langue française en partage. Le français d'Afrique est le nom générique des variétés de français parlées par environ 140 millions d'Africains dans 31 pays et territoires d'Afrique francophone en 2018.

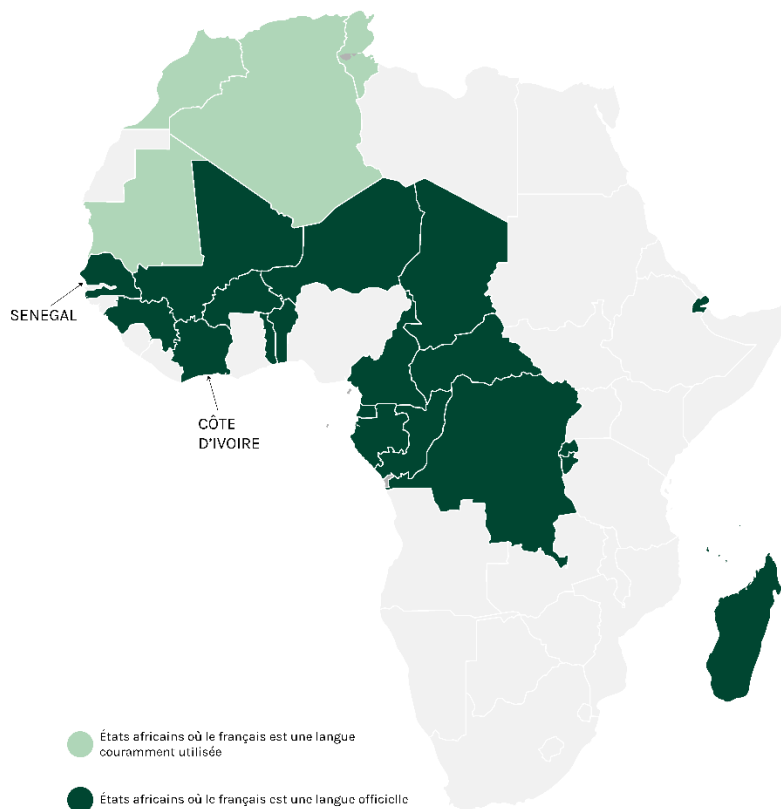


Figure 5 : Carte des pays d'Afrique francophone

¹⁵ Afrique francophone – Carte : <https://www.afrique-francophone.com/cartes.html>

CEDEAO

Parmi 15 pays, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO¹⁶), qui a pour objectif de promouvoir la coopération économique et politique entre les États. C'est une organisation intergouvernementale créée en 1975.

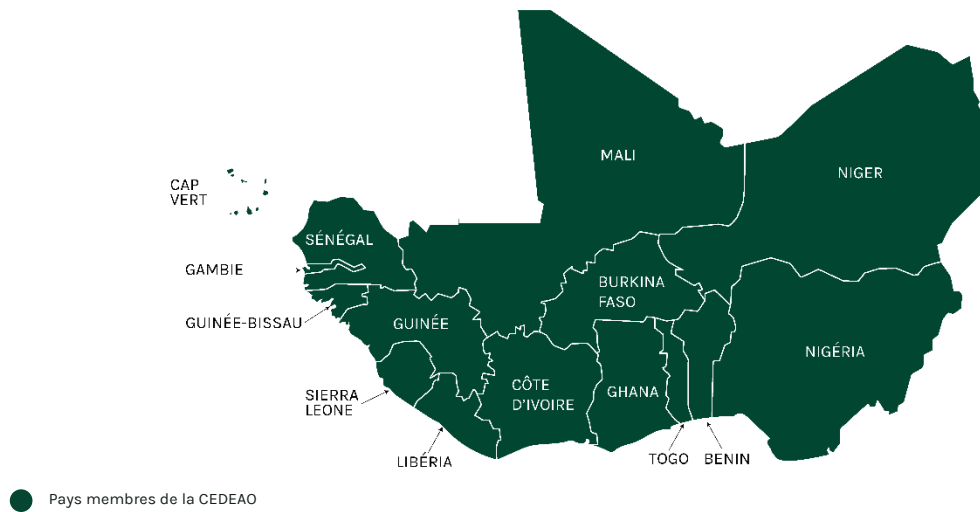


Figure 6 : Carte des pays de la CEDEAO

Zone du Franc CFA

La zone du franc CFA est composée de 14 pays de l'Afrique subsaharienne. Chacun de ces pays appartient à l'une des deux unions monétaires de la région : l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, cf. présentation ci-dessous) et la CEMAC (Coopération financière en Afrique centrale, qui comprend 6 pays). Ces deux unions utilisent la même monnaie, le franc CFA. CFA signifie « Communauté Financière Africaine » dans l'UEMOA et « Coopération Financière en Afrique centrale » dans la CEMAC.

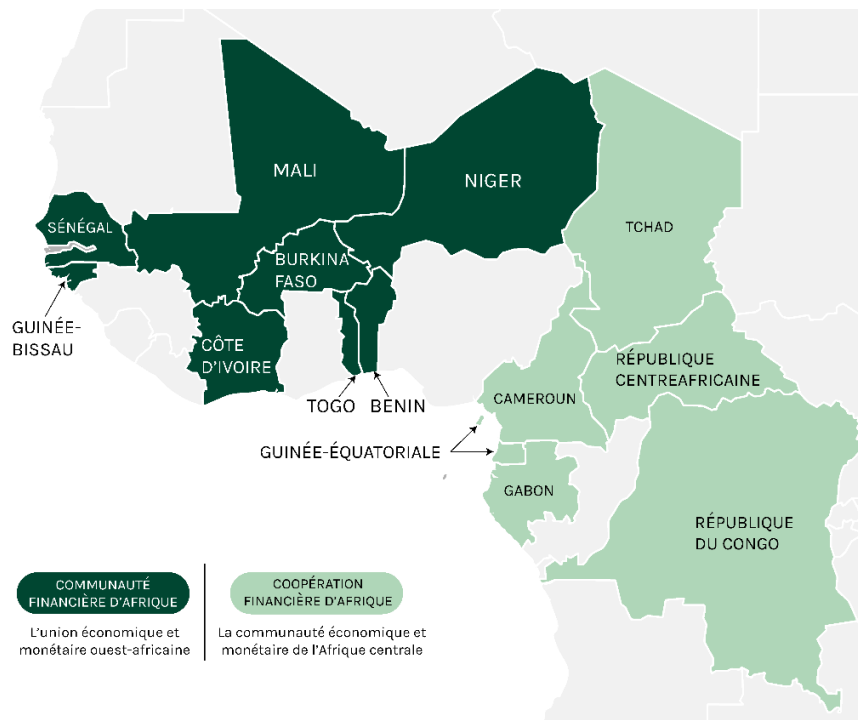


Figure 7 : Carte des pays de la zone franc CFA

¹⁶ CDEAO : <https://www.ecowas.int/?lang=fr>

UMOA et UEMOA

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire font partie de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA¹⁷, créée en 1962) qui traite uniquement des questions monétaires de ses 8 pays membres. La BCEAO¹⁸ (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) est l'institution monétaire de l'UMOA et émet le Franc CFA d'Afrique de l'Ouest (Franc de la Communauté financière africaine).

● Pays membres de l'UMOA et de l'UEMOA

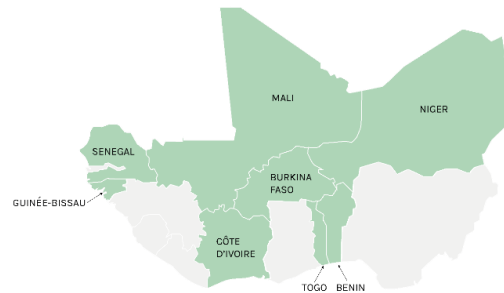


Figure 8 : Carte des pays de l'UMOA et de l'UEMOA

L'UMOA se distingue de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine¹⁹), une organisation ouest-africaine créée en 1994, composée des mêmes 8 pays et qui complète l'UMOA. Elle gère les questions d'intégration économique des États membres dans le cadre d'un environnement juridique harmonisé et d'un marché ouvert et concurrentiel. La réalisation de ce marché commun passe notamment par la libre circulation des personnes, des biens et capitaux et par des tarifs extérieurs communs.

La BOAD²⁰ (Banque Ouest Africaine de Développement) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'UEMOA. Basée à Lomé, Togo, elle concourt à la réalisation des objectifs de l'UEMOA à savoir : promouvoir le développement équilibré des Etats membres et contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

OHADA

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire, font partie de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA²¹), une organisation intergouvernementale d'intégration juridique instituée en 1993. Cette organisation regroupe 17 pays africains et vise à garantir une sécurité juridique et judiciaire pour les investisseurs et les entreprises afin de lutter contre la baisse des investissements en Afrique. Elle propose un cadre juridique commun dans le domaine économique et le droit des affaires (« Droit Ohada »).

● Pays membres de l'OHADA



Figure 9 : Carte des pays de l'OHADA

Le fait que le Sénégal et la Côte d'Ivoire soient actifs dans ces différents réseaux régionaux atteste de leur intégration régionale. Ce sont des acteurs majeurs de l'Afrique francophone et de l'Afrique de l'Ouest, ils participent à une meilleure coopération entre les pays de la région. C'est également une des raisons qui justifie le choix du Sénégal et de la Côte d'Ivoire pour notre étude.

¹⁷ UMOA : <https://www.bceao.int/fr/content/presentation-de-lumoa>

¹⁸ BCEAO : <https://www.bceao.int/content/presentation-de-la-bceao>

¹⁹ UEMOA : <http://www.uemoa.int/>

²⁰ BOAD : <https://www.boad.org/presentation/>

²¹ OHADA : <https://www.ohada.org/>

Eléments de contextes nationaux

Au sein de ces organisations régionales et instances de coopération, le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont des situations politiques, sociales et économiques qui leur sont propres.

Situations politiques

	Sénégal	Côte d'Ivoire
Superficie	196 712 km ²	322 462 km ²
Capitale(s)	Politique et économique : Dakar	Politique : Yamoussoukro Economique : Abidjan
Langue(s) officielle(s)	Français	Français
Population	16,3 M	25,5 M
Présidence	Président : Macky Sall, depuis 2012, réélu en 2019 Prochaines élections : élections locales en janvier 2022	Président : Alassane Ouattara, depuis 2011, réélu en octobre 2020
Siège d'institutions internationales	BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest)	BAD (Banque Africaine de Développement)

Sources : Données de la Banque Mondiale²² (2019)

Sénégal

Situé dans la partie la plus occidentale de l'Afrique, le Sénégal est considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique selon la Banque Mondiale. Depuis son indépendance en 1960, il a connu trois alternances politiques, toutes pacifiques. Le quinquennat a été instauré depuis le référendum de mars 2016. Au pouvoir depuis 2012, le président Macky Sall a remporté un second mandat en février 2019. Le pays peut compter sur un certain nombre d'atouts dont : sa tradition démocratique, sa position géographique, sa population jeune, et le dynamisme de sa diaspora.

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a organisé début mars 2021 des élections législatives remportées par la coalition du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) au pouvoir. Le scrutin a été jugé largement inclusif avec la participation des principales formations politiques du pays, y compris le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de l'ancien président Henri Konan Bédié, et la coalition soutenant Laurent Gbagbo, qui ont boycotté la présidentielle d'octobre 2020. Selon le bilan officiel, 87 personnes avaient trouvé la mort dans les violences qui ont émaillé la réélection d'Alassane Ouattara pour un troisième mandat consécutif en 2020.

²² Banque Mondiale - Par pays : <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr>

Situations économiques

	Sénégal	Côte d'Ivoire
Monnaie	Franc CFA (UMOA)	Franc CFA (UMOA)
Taux d'inflation annuel	1,0%	0,8%
PIB (USD)	24 Mds	59 Mds
Croissance du PIB (% annuel)	5,3%	6,9%
PIB/habitant (USD)	1 447	2 276
IDE (Investissements Directs Etrangers), entrées nettes (USD)	983 M (en forte augmentation sur les dernières années)	849 M (variations importantes ces trois dernières années)
APD (Aide Publique au Développement), nette reçue (USD courants)	1,444Mds 6,4% du RNB	1,201Mds 2,1% du RNB
Taux de pauvreté (USD 1,90/jour, 2011 PPA)	13,1% (2011)	9,8% (2015)
IDH (Indice de Développement Humain) (Bas : 0,350-0,554, Moyen : 0,555-0,699)	0,512 Rang : 168e	0,538 Rang : 162e
Emploi dans (en % de l'emploi total)		
- Agriculture	- 30%	- 40%
- Industrie	- 13%	- 13%
- Services	- 56%	- 47%
Chômage (en % de la population, estimation modélisée OIT)	6,5%	3,2%
Facilité des affaires (rang "Ease of doing business")	123e	110e
Indice de transparence, de responsabilisation et de corruption dans le secteur public (Faible = 1, Elevé = 6)	3,5	3,5

Sources : Données de la Banque Mondiale²³ (2019) et de l'UEAMO

Sénégal

Entre 2014 et 2018, le Sénégal a enregistré une croissance économique toujours supérieure à 6 % par an. La croissance du PIB réel s'est établie à 5,3% en 2019, contre 6,2% en 2017. Elle a été principalement tirée par le secteur des services selon la Banque Mondiale. Les investissements et les exportations sont également les principaux moteurs de la croissance. La pandémie a considérablement modifié les perspectives économiques du pays. La croissance en 2020 a chuté à un niveau estimé à -0,7%, affectant les services (tourisme et transports) et les exportations.

Côte d'Ivoire

Avant le choc mondial provoqué par la pandémie, la Côte d'Ivoire affichait une des croissances économiques parmi les plus fortes du continent africain, avec une progression moyenne de 8 % annuelle depuis 2012. Toutefois, la situation sanitaire mondiale a fortement affecté les ménages et les entreprises ivoiriens, et entraîné un ralentissement de l'économie à 1,8% en 2020. Selon la Banque Mondiale, l'économie ivoirienne devrait se redresser en 2021, grâce à une demande intérieure solide et des exportations stables. En effet, selon l'AFD, le pays dispose de solides atouts : une population jeune, un secteur agricole puissant et diversifié (1^{er} producteur mondial de cacao et parmi les premiers producteurs de café, coton, caoutchouc), une façade maritime de 520 km et un grand potentiel de ressources minières. Sans oublier des infrastructures importantes parmi lesquelles un vaste réseau routier et le port d'Abidjan, 2^{ème} port d'Afrique subsaharienne.

²³ Banque Mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/>

Méthodologie

Calendrier

Cette cartographie a été effectuée en deux temps.



Une première partie a été effectuée au cours de l'année 2020 : elle comprenait la réalisation de 28 entretiens, la rédaction de premières conclusions ainsi que l'identification d'interlocuteurs intéressés pour la mise en place d'un NAB.

A ce stade, les retours concernant l'investissement à impact au Sénégal étaient plus nombreux et plus positifs que ceux sur la Côte d'Ivoire. Les élections présidentielles ivoiriennes qui ont eu lieu en octobre 2020 et les difficultés qui s'en sont suivies étaient certainement une préoccupation plus prioritaire à ce moment-là. De ce fait, nous avons continué à collecter l'information disponible sur la Côte d'Ivoire, en fonction des réponses que nous recevions, mais avons défini le Sénégal comme axe prioritaire.



Une seconde partie de la cartographie a été réalisée à partir de mai 2021. Cette partie comprenait la réalisation de 20 entretiens, la mise à jour des données et des éléments de contexte et la rédaction des conclusions finales du rapport.

Les étapes suivantes à la finalisation du rapport comprennent notamment : sa publication lors du GSG Global Impact Summit 2021²⁴ en octobre 2021, la poursuite de l'étude de faisabilité d'un NAB au Sénégal ou en Côte d'Ivoire et sa création potentielle avec l'aide du GSG.

Entretiens

Afin de réaliser les entretiens, nous avons fait appel aux réseaux du MEAE (dont le réseau Innover Ensemble²⁵), du GSG, et des partenaires de FAIR. Nous avons transmis un questionnaire aux personnes interviewées (présenté en annexes), que nous adaptions en amont de chaque entretien.

Au total, **48 entretiens ont été menés (tous virtuellement) auprès d'acteurs sénégalais et ivoiriens, ou d'acteurs internationaux actifs dans ces pays**. Parmi les personnes interrogées, environ ~30% opéraient uniquement au Sénégal, ~20% uniquement en Côte d'Ivoire, et ~50% opéraient dans les deux pays.

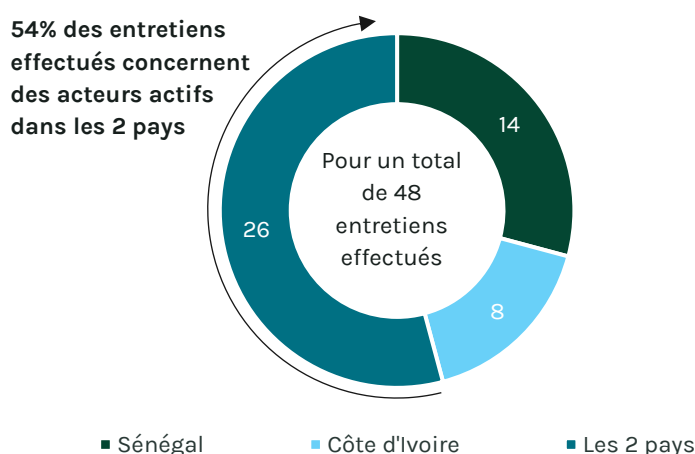


Figure 10 : Répartition des entretiens réalisés par FAIR - Par pays

²⁴ GSG Global Impact Summit : <https://web.cvent.com/event/1a85b365-bdff-4753-bb64-93e1dc9b97b1/summary>

²⁵ « Innover ensemble » : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/autres-secteurs-d-importance/l-economie-sociale-et-solidaire/>

Classification des acteurs

L'écosystème de l'investissement à impact est traditionnellement organisé en **5 piliers**²⁶, correspondant à 5 types d'acteurs différents, tels que décrits ci-dessous.

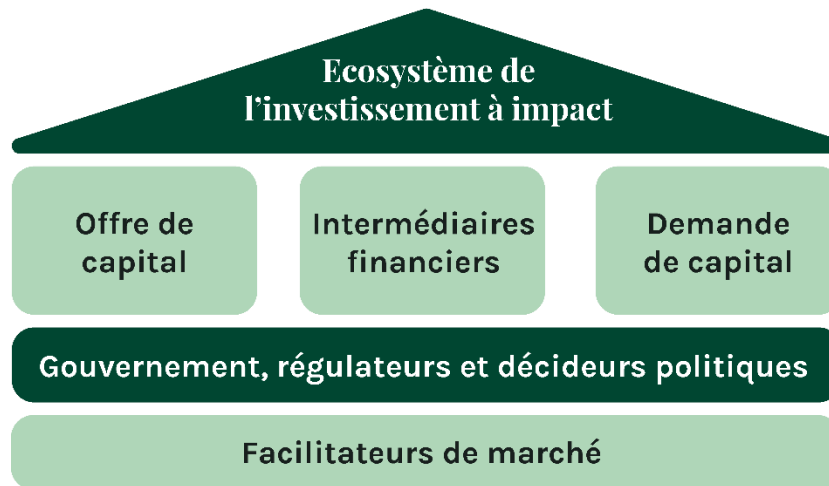


Figure 11 : Cinq piliers de l'écosystème de l'investissement à impact

Nous nous sommes attachés à cartographier les acteurs clés de l'investissement à impact dans ces 5 catégories, qui se détaillent elles-mêmes en sous-catégories.

- **Offre de capital** : banques et agences de développement, fonds souverains, fonds et fonds de dotations, autres investisseurs institutionnels, individus très fortunés
- **Intermédiaires financiers** : fonds d'investissement à impact, organisations du secteur de la microfinance, plateformes de financement participatif
- **Demande de capital** : organisations (entrepreneurs, entreprises, associations, coopératives, autres) à impact social et/ou environnemental
- **Gouvernement, régulateurs et décideurs politiques** : secteur public, instances étatiques et/ou régulatrices au niveau national, régional ou international
- **Facilitateurs de marché** : incubateurs, accélérateurs, espaces de coworking, réseaux professionnels, cabinets de conseil, experts indépendants, milieu académique, media, autres initiatives notables sur l'investissement à impact

Sur les 48 entretiens menés, 29% concernent l'offre de capital, 31% les intermédiaires financiers, 2% la demande de capital, 8% les gouvernements/secteur public et 29% les facilitateurs de marché.

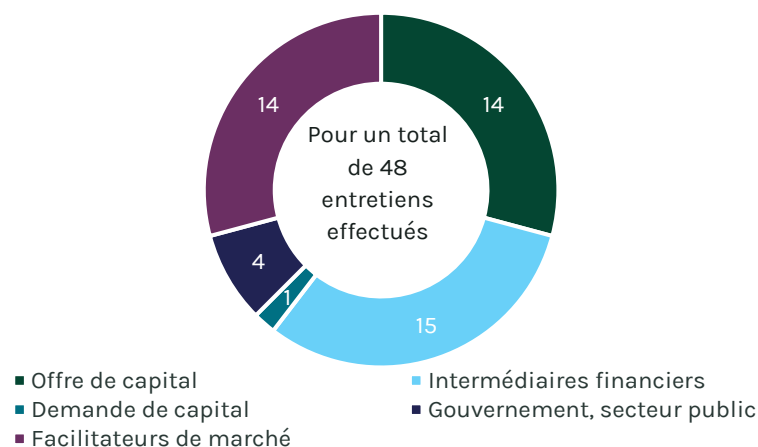


Figure 12 : Répartition des entretiens réalisés par FAIR - Par acteurs

²⁶ GSG - Pillars of the Global Impact Investment Eco-system : <https://gsgii.org/wp-content/uploads/2018/10/GSG-Paper-2018-Policy.pdf>

Cartographie des acteurs de l'investissement à impact

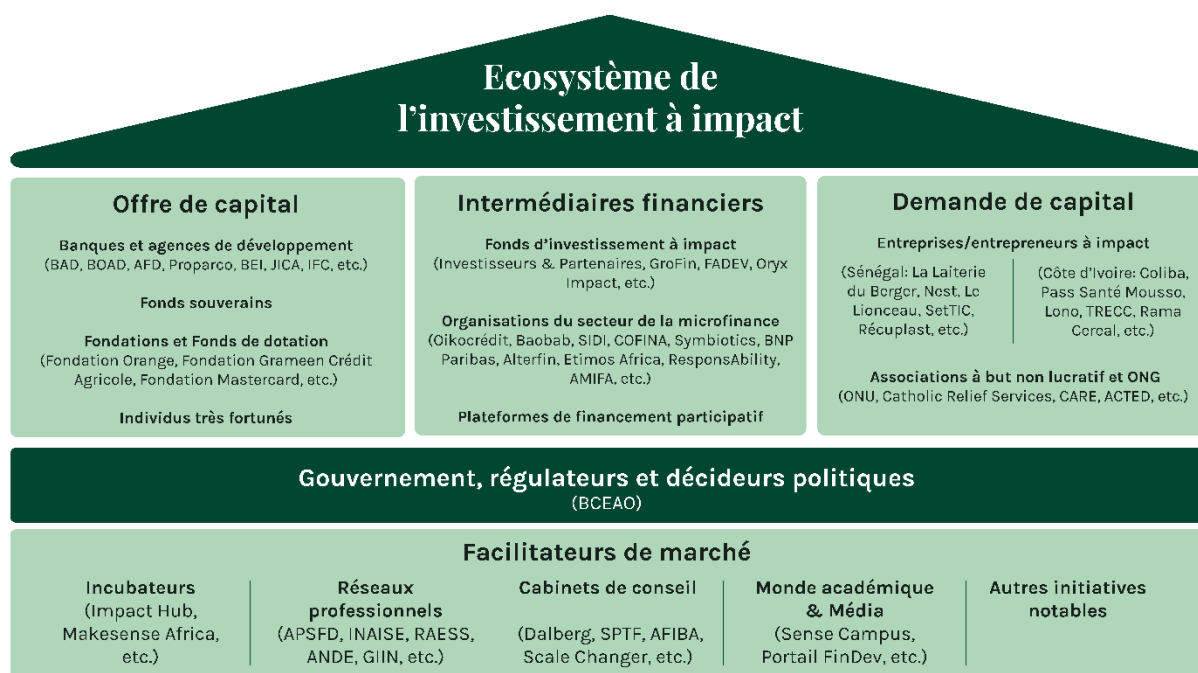


Figure 13 : Cartographie des principaux acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire

Point d'attention / note méthodologique

- Nous n'affirmons pas avoir recensé l'ensemble des acteurs de l'écosystème de l'investissement à impact dans les deux pays étudiés. Cependant, nous estimons avoir identifié les acteurs les plus importants ou emblématiques pour avoir une bonne visibilité du marché de l'investissement à impact.
- Par ailleurs, la dénomination d'acteurs « à impact » ou non, est fonction du périmètre de l'impact (cf. enjeux de la définition de l'impact dans la partie « Les conclusions : principaux défis de l'investissement à impact » de ce rapport). Ainsi, la classification des acteurs dans cette cartographie prend bien en compte : leurs caractéristiques et le fait qu'ils se définissent à impact ou pas, mais peut également relever de notre appréciation.

Partie 1 : Offre de capital

Banque et agences de développement

Sénégal	Côte d'Ivoire
Enabel (Agence Belge de Développement) USAID (United States Agency for International Development, agence des États-Unis pour le développement international)	BIO (Belgian Investment Company for Developing Countries) DEG (German Investment and Development Company, équivalent de Proparco, filiale de la KfW, Banque de développement allemande)
AFD (Agence Française de Développement) / Proparco (Groupe AFD) BAD (Banque Africaine de Développement) BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement) IFC (International Finance Corporation : hub à Dakar, bureau en Côte d'Ivoire) JICA (Agence Japonaise de Coopération Internationale) UE (Union Européenne) / BEI (Banque Européenne d'Investissement)	

La plupart des banques et agences de développement (bi- et multilatérales) opèrent au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Nous ne listons ci-dessus que celles qui ont un bureau local dans ces pays, ce que nous considérons comme un bon indicateur de leur engagement et connaissance des dynamiques locales.

Cependant, nous pouvons également citer d'autres organisations telles que :

- **D'autres banques et agences de développement** qui ont été évoquées lors des entretiens car elles sont actives dans la région d'Afrique de l'Ouest, et notamment : BID (Banque Islamique de Développement), SDC (Swiss Agency for Development and Cooperation), GIZ (agence de coopération internationale allemande pour le développement, intervient de façon complémentaire avec la KfW, Kreditanstalt für Wiederaufbau), CDC Group (organisme britannique de financement du développement, détenue par le Département du Développement International, DFID)
- **D'autres institutions du Groupe Banque Mondiale** (en plus de l'IFC) qui sont : IDA (Association internationale de développement), MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements), BIRD (Banque Internationale pour la reconstruction et le développement)

Les banques et agences de développement proposent différents types d'outils financiers, à diverses catégories d'organisations. Elles proposent majoritairement de la dette, pour des montants supérieurs à 20M€, qui sont plutôt dirigés vers des organisations de grande taille. Elles sont également en mesure de proposer des investissements en fonds propres, des garanties ou encore des subventions, selon leur stratégie et leurs priorités.

Il faut noter que les gouvernements nationaux sénégalais et ivoiriens travaillent de façon rapprochée avec les banques et agences de développement. Elles ont donc un rôle important dans la sensibilisation des gouvernements à l'"impact". Certaines (comme le Groupe AFD) s'y attèlent déjà, d'autres (comme la BEI) n'estiment pas avoir ce rôle (« policy maker ») et cherchent plutôt à financer des programmes nationaux lorsque ceux-ci correspondent bien aux objectifs précédemment définis par leur organisation (« policy taker »).

Zoom : L'Agence Française de Développement

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Présente sur les cinq continents, l'AFD accompagne des projets de développement dans 115 pays ainsi que dans les Outre-mer français. Aujourd'hui, 50 % de l'activité de l'AFD concerne directement l'Afrique. Capable d'intervenir dans les 54 pays du continent, l'AFD mène actuellement des projets dans 44 d'entre eux. En 2020, 4,9 milliards d'euros ont été engagés en Afrique par le groupe AFD²⁷.

Depuis 2010, l'AFD a engagé 1,7 milliard d'euros au Sénégal.

Entre 2011 et 2017, l'AFD a engagé 2,6 milliards d'euros en Côte d'Ivoire.



²⁷ Agence Française de Développement : <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/afrique>

Zoom : Proparco

Filiale du Groupe AFD dédiée au secteur privé, Proparco²⁸ intervient depuis plus de 40 ans pour promouvoir un développement durable en matière économique, sociale et environnementale. Dans ce but, Proparco finance des sociétés dont l'activité participe à la création d'emplois et de revenus décents, à la fourniture de biens et de services essentiels, ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique. Elles participent à la construction d'une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté. L'Afrique représente 50% de l'activité annuelle de Proparco.



Fonds souverains

Les fonds souverains sont des fonds d'investissements à but déterminé, rattachés et créés par les autorités nationales d'un Etat. Nous avons identifié un unique fonds souverain au Sénégal : le FONISIS (Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques), également classé dans la catégorie « Gouvernement, régulateurs et décideurs politiques » (cf. partie suivante de ce rapport).

Zoom : Le FONISIS

Le FONISIS²⁹ investit en fonds propres et ou en quasi-fonds propres dans des projets à fort potentiel de croissance économique et de création d'emplois. Il n'a pas une démarche explicite « d'impact », mais applique une politique d'exclusion de certains investissements (dont armement, tabac, alcool). Il investit à la fois dans des grands projets d'envergure (infrastructures) et dans des PME (jusqu'à 20% de ses ressources doivent être dédiées à des fonds de capital investissement à destination des PME sénégalaises). Ses secteurs d'investissement sont principalement ceux définis dans le Plan Sénégal Emergent (cf. partie « Gouvernement, régulateurs et décideurs politiques »), à savoir : l'agriculture, les produits halieutiques, les infrastructures, les hubs logistiques et industriels, l'énergie, l'habitat social, les mines, les services (IT, éducation, santé, tourisme, etc.).



Fondations et fonds de dotation

Sénégal	Côte d'Ivoire
Fondation Air Liquide Fondation Marie-Louise Mimran Fondation Mastercard (Parmi les plus influentes) Fondation Servir le Sénégal (Fondation de la Première Dame du Sénégal) Fondation Sococim Fondation Total Energies	Children of Africa (Fondation de la Première Dame de Côte d'Ivoire) Entrafica (Réseau des Fondations Edmond de Rothschild) Fondation Visa (Plus présente en Côte d'Ivoire qu'au Sénégal)
African Union Foundation Aliko Dangote Foundation Mo Ibrahim Foundation Tony Elumelu Foundation	
Fondation Air France Fondation Grameen Crédit Agricole Fondation Orange (Priorité au numérique) Fondation Roi Baudouin Fondation Sanofi Espoir Jacobs Foundation MacArthur Foundation Small Foundation	

²⁸ Proparco : <https://www.proparco.fr/fr/page-region-pays/afrique>

²⁹ FONISIS : <https://www.fonisis.org/fr>

USADF (United States African Development Foundation)

Les fondations et fonds de dotations peuvent être dits³⁰ :

- « **Opérateurs** » lorsqu'ils mettent eux-mêmes en œuvre des actions via des équipes salariées
- « **Distributeurs** » ou de financement lorsqu'ils se consacrent au financement de projets qui leur sont extérieurs (portés par des associations, des personnes physiques, des institutions diverses, etc.)
- « **Mixtes** », c'est-à-dire opérateurs et de financement, lorsqu'ils font usage de ces deux modes opératoires

En tant que distributeurs, les fondations et fonds de dotations ont historiquement des logiques philanthropiques, sans recherche de retour financier. Cependant, ils peuvent être considérés comme des investisseurs institutionnels, dans la mesure où ils apportent des ressources complémentaires en finançant des structures et projets concourant directement à la réalisation de leur mission d'intérêt général.

Les fondations et fonds de dotations peuvent apporter des ressources par le biais du concept de « **Venture philanthropy**³¹ » (ou Philanthropie à impact) qui applique au don les principes et les méthodes du capital-investissement (« private equity ») et plus particulièrement du capital-risque (« venture capital »). Ils financent ainsi des secteurs variés qui rejoignent ceux de l'investissement à impact tels que la santé, l'éducation, l'emploi, l'écologie, etc.

Les fondations jouent donc un rôle majeur dans l'écosystème de l'impact car les capitaux qu'elles apportent se tournent vers des projets servant l'intérêt général. Par ailleurs, elles participent à la structuration du marché, ce sont des partenaires stratégiques pour le développement des acteurs opérationnels et elles visent à réduire le risque sur des marchés perçus comme dangereux ou non viables par d'autres investisseurs.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive mais reflète bien la diversité et la multiplicité de fondations et fonds de dotations actifs au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Zoom : La Fondation Orange

La Fondation Orange³² est engagée dans des actions de mécénat dans les pays dans lesquels le groupe Orange est présent en tant qu'opérateur (en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie). Son objectif est de faire du numérique un facteur d'égalité des chances. Elle agit au Sénégal sous la Fondation Sonatel³³ et en Côte d'Ivoire sous la Fondation Orange-Côte d'Ivoire Telecom³⁴ par le biais de différents programmes d'accompagnement et d'investissements, dans des actions humanitaires de prévention et de sensibilisation, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture.



Zoom : La Fondation Mastercard

La Fondation Mastercard³⁵ a pour mission de faire progresser l'éducation et promouvoir l'inclusion financière des personnes vivant dans la pauvreté. Elle a été créée en 2006 par Mastercard International et travaille presque exclusivement en Afrique. Sa stratégie "Young Africa Works"³⁶ lui fixe l'objectif suivant : d'ici 2030, permettre à 30 millions de jeunes en Afrique, en particulier les jeunes femmes, d'obtenir un emploi considéré comme digne et épanouissant. Au Sénégal, la fondation s'appuie sur le Plan Sénégal Emergent (« PSE, » cf. partie suivante de ce rapport, « Gouvernement, régulateurs et décideurs politiques »).



³⁰ Le Rôle des fonds et fonds de dotation dans l'investissement à impact social en France : <https://iilab.fr/wp-content/uploads/2019/01/Etude-Role-Fondations-Fonds.pdf>

³¹ EVPA - What is Venture philanthropy : <https://evpa.eu.com/about-us/what-is-venture-philanthropy>

³² Fondation Orange : <https://www.fondationorange.com/La-Fondation-Orange-a-travers-le-monde>

³³ Fondation Sonatel : <https://fondationsonatel.com/>

³⁴ Fondation Orange-Côte d'Ivoire Telecom : <https://fondation.orange.ci/edito>

³⁵ Fondation Mastercard : <https://mastercardfdn.org/who-we-are/>

³⁶ Fondation Mastercard - Young Africa Works : <https://mastercardfdn.org/wp-content/uploads/2021/06/Young-Africa-Works-Strategy.pdf>

Autres investisseurs institutionnels

Dans les autres investisseurs institutionnels, nous considérons les fonds de pension, les caisses de retraites, les assureurs, les mutuelles et les banques.

- Parmi les institutions de prévoyance, nous n'avons pas identifié à ce stade d'acteurs qui se revendiquent, ou que nous pouvons considérer comme des acteurs de l'investissement à impact.

Nous pouvons cependant citer certains des acteurs de cette catégorie qui sont actifs au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Sénégal	Côte d'Ivoire
Askia Assurances Amsa Assurances IPRES (Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal) SONAM (Société Nationale d'Assurances Mutuelles)	ASACI (Association des Sociétés d'Assurances de Côte d'Ivoire)
Allianz Assurance Axa Assurance Société Générale	

- Parmi les banques, hors activités de microfinance (cf. partie suivant de ce rapport « Organisations du secteur de la microfinance »), nous n'avons pas identifié à ce stade d'acteurs dans cette catégorie qui se revendiquent, ou que nous pouvons considérer comme des acteurs de l'investissement à impact.

Nous pouvons cependant citer les principales banques commerciales actives au Sénégal et en Côte d'Ivoire, que la BCEAO³⁷ définit comme « Établissements Bancaires d'Importance Systémique régionaux » et « Établissements Bancaires d'Importance Systémique nationaux ».

Sénégal	Côte d'Ivoire
Banque Atlantique Sénégal Ecobank Sénégal Société Générale Sénégal	Banque Atlantique Côte d'Ivoire Ecobank Côte d'Ivoire Société Générale Côte d'Ivoire
ABI (Atlantic Business International) AWA (Attijari West Africa, Attijariwafa Bank) BOA West Africa (Bank of Africa, BMCE Groupe) ETI (Ecobank Transational Incorporated) Manzi Finances ORAGROUP	

Individus très fortunés

Il existe des individus très fortunés, aussi appelés « business angels » ou « HNWI, High-Net-Worth-Individuals », qui fournissent des capitaux et participent à l'écosystème de l'investissement. On peut notamment citer le « Dakar Network Angels »³⁸ au Sénégal. Cependant, la notion d'impact dans leur décision d'investissement reste à valider.

³⁷ BCEAO – Listes des Etablissements bancaires d'importance systémique dans l'UMOA :

<https://www.bceao.int/sites/default/files/inline-files/LISTES%20DES%20ETABLISSEMENTS%20BANCAIRES%20D%E2%80%99IMPORTANCE%20SYSTEMIQUE%20DANS%20L%E2%80%99UMOA.pdf>

³⁸ Dakar Network Angels : <https://www.dakarnetworkangels.com/>

Partie 2 : Intermédiaires financiers

Fonds d'investissement à impact

Sénégal	Côte d'Ivoire
Brightmore Capital (Fonds propres, 1-3M€) Danone Communities (A partir de 300k€) Root Capital (Dettes, 50k-3M\$) Teranga Capital (Groupe I&P : Fonds propres, jusqu'à 500k€ / 300M FCFA) WIC Capital (Fonds propres, 50-250k\$)	Comoé Capital (Groupe I&P : Fonds propres, jusqu'à €500k€ / 300M FCFA) GreenTec Capital Partners Injaro Investments (Dettes & Fonds propres, 400k-4M€) Oasis Capital (Fonds propres, 500k-5M\$)
Dalberg (Dalberg Invest en phase de lancement) FADEV (Fonds propres, 15-125k€) GroFin (Dettes, 100k-1.5M\$) Investisseurs & Partenaires (Fonds propres, 1-4M€) Oryx Impact (Fonds de fonds, échelle continentale)	

**Les montants des tickets d'investissement sont donnés à titre indicatif selon les informations récoltées lors de nos entretiens*

De nombreux fonds d'investissement sont actifs au Sénégal et en Côte d'Ivoire, et nous nous sommes attachés à recenser les investisseurs qui intègrent une notion d'impact social et/ou environnemental dans leurs décisions d'investissement et dans le suivi de leurs participations afin de respecter les 3 critères tels que définis en introduction (intentionnalité, additionnalité, mesure de l'impact).

Ces fonds d'investissement financent des projets à impact par le biais de différents instruments financiers : par des **investissements directs** (fonds propres, quasi-fonds propres, dette), seuls ou en co-investissement, ou par **investissements indirects** (fonds de fonds).

Certains ont une approche sectorielle (tel que WIC Capital qui cible les entreprises dirigées par des femmes), alors que d'autres ne sont pas spécialisés et réfléchissent plutôt en termes de ticket d'investissement/taille d'entreprises.

La plupart des investisseurs à impact identifiés se connaissent et ont déjà travaillé/travaillent parfois ensemble : par exemple en co-investissements, ou en investissant à la suite dans les mêmes participations (du fait de stratégies d'investissement sur différentes tailles d'entreprises).

Zoom : Investisseurs & Partenaires

Le Groupe Investisseurs & Partenaires (I&P) s'impose comme un des acteurs incontournables de l'investissement à impact dans la région avec huit bureaux Africains (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Madagascar, Niger et Sénégal). Créé en 2002, les objectifs d'I&P sont de promouvoir des petites et moyennes entreprises africaines responsables, à forte valeur ajoutée locale et capables de développer une activité rentable et durable. I&P opère par le biais de ses fonds locaux et d'un fonds panafricain pour les PME.



Zoom : GroFin

GroFin³⁹ est un investisseur à impact présent dans 14 pays en Afrique et au Moyen-Orient. Depuis sa création en 2004, GroFin a investi dans 761 PME et a pour objectif d'aider les entrepreneurs à se développer en leur fournissant des financements en dette mais également des conseils opérationnels. GroFin se concentre sur les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agroalimentaire, de l'industrie et des services clés (eau, énergie et assainissement). Au 31 décembre 2020, GroFin avait investi 87,2M USD.



³⁹ GroFin : <https://grofin.com/>

D'autres investisseurs en capital sont présents au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Cependant, nous ne les considérons pas comme des investisseurs à impact et ils ne se revendiquent également pas comme tels. Ces investisseurs comprennent notamment :

- **Ceux qui investissent dans des PME**, tels que : Adenia, Cauris, Amethis, AfricInvest, EPS Partners, Adiwale Partners (tous ont des bureaux en Côte d'Ivoire), M&A Capital (à Dakar), Partech Africa Fund (Sénégal), AFIG Funds (Sénégal et Côte d'Ivoire), Orange Ventures (Sénégal et Côte d'Ivoire)
- **Ceux qui investissent en particulier dans les infrastructures** (transport, énergie, télécommunications, etc.) tels que : Meridiam, Africa50 ou Emerging Africa Infrastructure Fund

Organisations du secteur de la microfinance

Sénégal	Côte d'Ivoire
<p>ACEP (Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production)</p> <p>CAURIE-MF (IMF coopérative)</p> <p>CIF (Confédération des Institutions Financières d'Afrique de l'Ouest, organisation régionale -Burkina Faso, Bénin, Togo, Mali, Sénégal - pour IMF coopératives, la CIF finance la FINAO)</p> <p>CMS (Crédit Mutuel du Sénégal, leader sur le marché)</p> <p>FINAO (Financière de l'Afrique de l'Ouest, soutien financier et technique aux IMF coopératives, FINAO est un partenariat entre la CIF et le groupe suisse Eléphant vert)</p> <p>Fondation Sen'finances (Soutien financier et technique aux IMF, coordination sectorielle, dialogue avec le Gouvernement)</p> <p>PROMISE (Projet de microfinance islamique au Sénégal)</p> <p>U-IMCEC (Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit)</p> <p>Vision Fund Senegal (Filiale de World Vision International)</p> <p>UM-PAMECAS (Union mutuelle de microfinance sociale, rassemble 29 IMF, membre de la CIF)</p> <p>WAQF Sénégal (Equivalent de Sen'finances pour la finance islamique)</p>	<p>FIDRA (SFD spécialisé dans l'offre de produits financiers et non financiers aux retraités et salariés)</p> <p>UNACOOPEC (Institution coopérative et mutualiste)</p>
<p>Advans (Réseau international de microfinance, avec une forte présence en Côte d'Ivoire)</p> <p>BAOBAB (Anciennement Microcred, présent en France, en Afrique et en Chine)</p>	
<p>Alterfin (Financier belge du secteur de la microfinance)</p> <p>AMIFA (Atlantic Microfinance for Africa, du Groupe Banque Centrale Populaire du Maroc)</p> <p>BNP Paribas (Par le biais de ses filiales locales BICIS au Sénégal et BICICI en Côte d'Ivoire)</p> <p>COFIDES Nord-Sud (Financement solidaire en Afrique)</p> <p>COFINA Group (Réseau de « mésofinance » en Afrique francophone)</p> <p>Etimos Africa (Siège au Sénégal, lance par Etimos, un réseau Italien de microfinance)</p> <p>Fondation Grameen Crédit Agricole (Avec une implantation régionale au Sénégal)</p> <p>KIVA (Organisation étatsunienne)</p> <p>Oikocrédit (Bureau régional en Côte d'Ivoire, microfinance & commerce équitable)</p> <p>ResponsAbility (microfinance & commerce équitable)</p> <p>SIDI (Financier français du secteur de la microfinance)</p> <p>Symbiotics (Qui gère notamment le fonds REGMIFA)</p> <p>Whole Planet Foundation</p>	

Les secteurs financiers au Sénégal et en Côte d'Ivoire sont caractérisés par une **dualité entre le système bancaire d'une part, le système financier informel et décentralisé de l'autre**. Les Institutions de Microfinance (IMF), ou Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), sont des institutions dont l'objectif principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers traditionnels.

La microfinance, fait partie de la **finance inclusive** dont l'objectif est d'inclure, sous-entendu toute la population, dans le système économique en donnant accès aux services financiers et en proposant une gamme diversifiée de produits adaptés et à coûts abordables. La microfinance est considérée comme **un des leviers du développement des pays de l'Afrique de l'Ouest**. Le secteur est composé de nombreux acteurs nationaux et internationaux, qui ont une présence historique dans l'écosystème de l'investissement à impact.

Les organisations de microfinance se positionnent sur des montants de financement très divers, en octroyant des crédits pouvant aller de 75 € à 500k€, sous diverses formes. On peut distinguer 3 types de SFD en fonction de leur nature juridique⁴⁰ :

- **Les institutions mutualistes** ou coopératives d'épargne et de crédit : tels que le Crédit mutuel du Sénégal, ACEP Sénégal, UM-PAMECAS
- **Les SA ou SARL**, ou leur équivalent : tels que BAOBAB ou COFINA
- **Les associations** : telles que FDEA Microfinance (Femme Développement Entreprise en Afrique) ou FANSOTO (Microfinance sociale au Sénégal)

On peut également classer les SFD en 3 catégories, en fonction de leur taille, de leur volume d'activité et de leur niveau de couverture du territoire : les SFD unitaires, les SFD intermédiaires et les SFD art.44⁴¹.

Cette multitude d'acteurs au sein du secteur est structurée par des réseaux professionnels au Sénégal et en Côte d'Ivoire (cf. partie suivante de ce rapport, « Facilitateurs de marché – Réseaux professionnels »).

Zoom : La Fondation Grameen Crédit Agricole

La Fondation Grameen Crédit Agricole⁴² est à la fois classée en Offre de capital (comme fondation) et en organisation du secteur de la microfinance, en tant que fondation distributrice spécialisée dans la microfinance. Sa mission est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités en promouvant l'inclusion financière et l'entrepreneuriat à impact social. Investisseur, prêteur, coordinateur d'assistance technique et conseiller de Fonds, la Fondation Grameen finance et accompagne les institutions de microfinance, les entreprises et les projets qui promeuvent le développement des économies rurales partout dans le monde. Active dans 37 pays, elle soutient 88 organisations pour 81M€ d'encours suivis.



Zoom : Baobab

Baobab⁴³ est un groupe international, réseau de microfinance créée en 2005 qui propose des services financiers sur mesure aux entrepreneurs financièrement mal desservis. Présent dans 11 pays (dont 9 en Afrique), le Groupe propose des prêts ouverts aux micros et petites entreprises à la recherche de microcrédits (moins de 3 000 euros) à rembourser sur moins de 12 mois, ainsi qu'aux PME qui ont besoin de prêts plus importants (jusqu'à 300 000 euros) sur des durées plus longues (jusqu'à 60 mois), pour financer de grands projets d'investissement.



⁴⁰ BCEAO – Guide méthodologique de l'audit externe des SFD dans les pays de la zone UEMOA

<https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/mfg-fr-outils-guide-audit-externe-sfd-zone-uemoa-10-2010.pdf>

⁴¹ En référence à l'Article 44 du Projet de loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés, édicté par la BCEAO et décidée le 06 avril 2007.

⁴² Fondation Grameen Crédit Agricole : <https://www.gca-foundation.org/>

⁴³ Baobab : <https://baobabgroup.com/fr/baobab/>

Plateformes de financement participatif

Sénégal		Côte d'Ivoire	
M&A Capital		Orange Collecte (Groupe Orange)	
Afrikwity (Enregistrée en France, investissement dans des start-ups et des PME en Afrique)			
Fiatope			
Jamaafunding			
Walam Invest			

Les plateformes de financement participatif pourraient, pour certaines, être considérées comme des acteurs de l'écosystème de l'investissement à impact, mais leur influence est limitée car elles restent peu nombreuses au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ce secteur serait en train de se structurer, notamment grâce à des organisations comme le FPAM (Financement Participatif Afrique & Méditerranée, cf. partie « Réseaux professionnels » dans la suite de ce rapport).

Partie 3 : Demande de capital

La demande de capital de l'investissement à impact comprend des structures dont la recherche d'impact est le cœur de l'activité, la raison d'être. Elles peuvent prendre de multiples formes juridiques telles que : les coopératives, les entreprises communautaires, les entreprises sociales, les organisations à but non lucratif, etc.

Entreprises/entrepreneurs à impact

Sénégal	Côte d'Ivoire
<p>Access Oxygen (Développé avec Air Liquide)</p> <p>API Afrique (Produits d'hygiène pour les femmes et les bébés)</p> <p>e-cover (Recyclage des pneus usagés au Sénégal et dans la sous-région Ouest africaine)</p> <p>KOSAM (Développement de l'industrie laitière)</p> <p>La Laiterie du Berger (Chaîne de valeur locale du lait)</p> <p>Le Lionceau (Alimentation bébé)</p> <p>Nest (Centres de santé pour femmes et enfants)</p> <p>Récuplast (Groupe Proplast, collecte et recyclage des déchets)</p> <p>RESAN (Réseau des femmes agricultrices du Nord)</p> <p>Sénégalaise des Filières Alimentaires (Production de riz)</p> <p>Sen Women Up (Projet d'entrepreneuriat féminin autour de la céréale fonio)</p> <p>SetTIC (Recyclage de déchets électroniques)</p>	<p>Coliba (Recyclage de déchets plastiques)</p> <p>Eau et Vie (Accès à l'eau)</p> <p>Lonon (Biogaz)</p> <p>Pass Santé Mouso (Dossier médical digital et personnalisé)</p> <p>Rama Cereal (Transformation de céréales)</p> <p>Solar Run (Electrification Pay-As-You-Go)</p> <p>TRECC (Transformation de l'éducation dans les communautés cacaoyères)</p> <p>ZECI (ZOLA EDF Côte-d'Ivoire, électrification Pay-As-You-Go)</p>
<p>Enko éducation (Réseau d'éducation secondaire, échelle continentale)</p> <p>Simplon (Inclusion par la formation aux métiers du digital)</p>	

Nous avons listé ci-dessus, quelques-uns des entrepreneurs et entreprises à impact emblématiques. Ils mènent des projets phares de l'entrepreneuriat à impact, car précurseurs et ont servi de pionniers/cas d'école. Cette liste ne reflète pas la multitude de projets qui existent, dans une diversité de secteurs, tels que : l'éducation, la santé, l'emploi, le logement, l'agriculture, l'écologie, l'énergie, etc.

Au Sénégal et en Côte d'Ivoire, la demande de capital local provient en grande partie de **microentreprises, souvent informelles et unipersonnelles**. En effet pour exemple, près de 60% de la population active du Sénégal est constituée d'entrepreneurs individuels tel que l'indique le Recensement Général des Entreprises (RGE, 2016⁴⁴).

Les entreprises/entrepreneurs locaux considérés comme « à impact », répondent à une problématique sociétale identifiée, souvent géographiquement ciblée et qui s'inscrit dans un contexte local.

Zoom : La Laiterie du Berger

La Laiterie du Berger⁴⁵, créée en 2006, collecte le lait et le transforme en produits laitiers sous la marque Dolima. Sa mission est de développer et valoriser une filière laitière locale en utilisant du lait provenant exclusivement du Sénégal. Ses partenaires initiaux sont I&P, Danone Communities et le Groupe Danone. Puis d'autres acteurs (la Fondation Grameen Crédit Agricole, Phitrust Partenaires), se sont engagés dans cette entreprise sociale, qui est l'exemple phare de l'investissement à impact au Sénégal.



⁴⁴ DER-FJ – Missions et objectifs : <https://der.sn/fr/derfj/missions-et-objectifs>

⁴⁵ La Laiterie du Berger : <https://lalaiterieduberger.wordpress.com/>

Par ailleurs, la demande de capital à impact concerne également des entreprises internationales qui se développent au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ce sont des organisations qui ont développé des modèles économiques solides et exportables sur des sujets sociaux et/ou environnementaux. Elles ont fait leur preuve en amont et passent à l'échelle dans d'autres pays/régions. Elles peuvent être basées initialement en Afrique (comme Enko lancé en 2014 au Cameroun), ou ailleurs (comme Simphon, créé en France en 2013).

Zoom

Parmi les caractéristiques de la demande de capital à impact, il est intéressant de noter un certain attrait pour les secteurs du numérique, du digital et de la téléphonie mobile. Dans ce contexte, on observe le développement de modèles économiques dit « Pay-as-you-go » (PAYG), notamment pour l'accès à l'énergie, mais applicable à d'autres secteurs très divers (comme l'accès à des équipements agricoles par exemple). Le système PAYG permet d'accéder à une énergie, en général propre et renouvelable, avec un mode de financement abordable et innovant. Souvent le client paie par téléphone de petites sommes pour utiliser un bien et en devient propriétaire à l'échéance.

Associations à but non lucratif

Les associations n'intègrent pas de logique de rentabilité dans leurs activités. Elles sont dans des fonctionnements philanthropiques, ce qui les éloigne du marché de l'investissement à impact (car il n'y a pas de recherche de rendement financier).

Cependant, les associations jouent un rôle majeur dans l'écosystème de l'impact, car elles permettent de développer des initiatives sociales et écologiques. Elles constituent des acteurs moteurs car elles peuvent gérer des projets localement, elles ont des ancrages territoriaux forts et sont proches des populations bénéficiaires.

Au même titre que ce que peuvent faire les fondations opératrices, les associations permettent de structurer les écosystèmes et développer les acteurs. Elles peuvent jouer un rôle d'intermédiaire ou d'interlocuteurs avec d'autres organisations nationales ou internationales.

Les associations peuvent également avoir un rôle de distributrices, par le biais de structures dédiées (comme par exemple CCFD – Terre solidaire par le biais de la SIDI, partie précédente de ce rapport).

Ainsi, nous recensons ci-dessus les associations qui ont développé des initiatives structurantes et/ou qui ont été citées à plusieurs reprises lors des entretiens menés et qui nous paraissent donc intéressantes à mentionner. De même que pour les entreprises/entrepreneurs à impact, nous ne prétendons pas donner une liste exhaustive des organisations actives au Sénégal et Côte d'Ivoire.

Sénégal	Côte d'Ivoire
<p>CCFD – Terre solidaire</p> <p>Entrepreneurs du monde</p> <p>Green Sénégal (Contribution à une sécurité alimentaire par la promotion d'une agriculture durable, à la protection et à la préservation de l'environnement)</p> <p>IED Afrique (Problématiques de développement durable et de citoyenneté)</p> <p>Nebeday (Valorisation des filières équitables / bio-charbon)</p> <p>SOS SAHEL (Sécurité alimentaire)</p>	<p>COCOA (Développement des communautés cacaoyères)</p>
<p>ACTED</p> <p>Action Contre la Faim</p> <p>ALIMA (Organisation médicale humanitaire)</p> <p>CARE France</p> <p>Caritas</p> <p>Croix Rouge Internationale</p> <p>CRS (Catholic Relief Services, rôle pionnier dans le développement de la Microfinance)</p> <p>World Vision</p>	

Partie 4 : Gouvernement, régulateurs

Au niveau régional

Au sein des différentes instances de coopération régionale (cf. partie précédente « Implantations géographiques et logiques régionales »), la principale structure régulatrice au Sénégal et en Côte d'Ivoire est la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO⁴⁶) au sein de la zone UMOA.

La BCEAO est située à Dakar au Sénégal, et est garante de quatre missions principales :

- L'émission monétaire exclusive sur l'ensemble des huit Etats membres
- La gestion de la politique monétaire : elle ajuste la liquidité globale de l'économie en fonction de l'évolution de la conjoncture économique
- L'organisation et la surveillance de l'activité bancaire : elle définit la réglementation applicable aux banques et établissements financiers et exerce à leur égard des fonctions de surveillance
- L'assistance aux Etats membres, qui comprend : assistance dans les relations avec les institutions financières et monétaires internationales (et notamment le FMI) et assistance dans la gestion de la dette (par exemple pour les négociations de rééchelonnement des dettes extérieures)

En tant qu'instance régulatrice financière, la BCEAO a un impact direct sur le développement de l'écosystème de l'investissement à impact.



Au niveau national (seulement au Sénégal)

Point d'attention / note méthodologique

Nous présentons uniquement des informations sur le secteur public sénégalais dans cette section. En effet, nos entretiens ne nous ont pas permis de collecter assez d'informations relatives à l'implication du secteur public ivoirien dans l'investissement à impact. De plus, plusieurs rapports étudiés (cf. partie Bibliographie en Annexes) semblent indiquer un environnement moins mature sur l'investissement à impact (par rapport à celui du Sénégal).

Ministères : le gouvernement du Sénégal est composé de 33 ministres et 4 secrétaires d'État. Vous trouverez ci-dessous, la liste non exhaustive des ministères en lien avec les acteurs de l'écosystème de l'investissement à impact et pouvant participer/participant déjà à son développement :

- Ministère des Finances et du Budget
- Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire
- Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants
- Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises
- Ministère de l'Environnement et du Développement durable
- Ministère de la Jeunesse
- Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération
- Ministère de la Santé et de l'Action sociale
- Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et territoriale
- Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries

⁴⁶ BCEAO : <https://www.bceao.int/>

Fonds publics : les fonds nationaux rattachés aux ministères sont soit gérés directement par les ministères, soit seulement hébergés par les ministères et fonctionnent avec une gestion autonome. Il existe de nombreux fonds sur des sujets variés (secteur agricole, de la pêche, du transport, etc.). Il s'agit plutôt d'aide publique aux entreprises, que d'offre pure de capital à impact. Cependant nous citons ci-dessous les principaux fonds qui se rapprochent des thèmes de l'investissement à impact :

- **FONSIS** (Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques), sous le Ministère des Finances et du Budget (cf. partie « Fonds souverains »)
- **FONGIP** (Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires), sous le Ministère des Finances et du Budget : propose des garanties de crédit pour les MPME, des outils et moyens de financement pour les IMF et de l'assistance technique
- **FIMF** (Fonds d'Impulsion de la Microfinance), sous le Ministère de la Microfinance et de l'ESS : propose des financements complémentaires et des garanties afin de renforcer les capacités de financement des IMF
- **FNPEF** (Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin), sous le Ministère de la Femme : contribue à la formation, au renforcement des capacités des entreprises et à la facilitation de l'accès aux ressources financières

Agences et délégations publiques : vous trouverez ci-dessous une liste non exhaustive d'instances publiques participant au développement de l'investissement à impact au Sénégal :

- **DER-FJ** (Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide – pour les Femmes et les Jeunes), sous la Présidence de la République : propose des financements en dette et fonds propres, des garanties et de l'assistance technique

Zoom : La DER-FJ

La DER-FJ⁴⁷ est motrice dans l'investissement à impact au Sénégal, elle joue un rôle phare grâce à sa capacité de financement (75Mds FCFA levés auprès de bailleurs) et à son soutien à l'entrepreneuriat. Elle finance des projets à la fois en capitaux propres, mais également et principalement en dette en proposant des prêts avec des taux plus bas que les banques commerciales traditionnelles (autour de 5%). La création de la DER-FJ en 2018 s'inscrit dans le Plan Sénégal Emergent (PSE, cf. ci-dessous) et représente une véritable impulsion de la part du Gouvernement : son objectif est de dynamiser l'entrepreneuriat au Sénégal en favorisant la formalisation de l'économie, l'éducation, l'inclusion financière et la structuration des filières.



- **ADEPME** (Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises) : elle est un facilitateur de la relation entre l'Administration publique et les PME et propose notamment des services d'appui technique, de conseil, de formation, de réalisation d'études, de création de réseaux
- **ANPEJ** (Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes) : optimisation des moyens d'intervention en faveur de l'emploi des jeunes par le biais de formations, de stages, d'apprentissages, d'aide à l'entrepreneuriat, d'accès au crédit, etc.

Politiques publiques et réglementations : vous trouverez ci-dessous les principales politiques publiques impactant l'écosystème de l'investissement à impact au Sénégal :

- « **Start-up Act** » (2019)⁴⁸ : loi relative à la création et à la promotion des start-ups au Sénégal. Elle vise à favoriser l'émergence d'un régime juridique adapté à l'épanouissement économique des start-up sénégalaises. Parmi les différentes mesures, le texte prévoit des dispositions fiscales afin d'alléger la pression financière pesant sur les start-ups à leur création.

Ce dispositif législatif s'inscrit dans la continuité de la stratégie « Sénégal Numérique 2016- 2025⁴⁹ » et des efforts menés par le gouvernement pour valoriser l'éclosion de start-up prometteuses au Sénégal et renforcer la position du pays comme hub de l'innovation en Afrique de l'Ouest.

⁴⁷ DER-FJ : <https://der.sn/fr/accueil>

⁴⁸ Loi n°2020-01 du 6 janvier 2020 relative à la création et à la promotion de la start-up au Sénégal : <http://www.droit-afrique.com/uploads/Senegal-Loi-2020-01-creation-promotion-startup.pdf>

⁴⁹ Sénégal Numérique 2016- 2025 : <https://www.sec.gouv.sn/sites/default/files/Strat%C3%A9gie%20S%C3%A9n%C3%A9gal%20Num%C3%A9rique%202016-2025.pdf>

- **PSE (Plan Sénégal Emergent)⁵⁰** : référentiel de politiques et programmes économiques du Sénégal à l'horizon 2035, pour ce qui est de la création de richesses, l'inclusion et la participation active des populations à la croissance et l'équité territoriale
- **Loi d'orientation de l'Economie Sociale et Solidaire (2021)** : cette loi introduit des innovations majeures telles que : la définition des termes en usage dans le secteur de l'ESS, l'identification de la typologie des acteurs et parties prenantes de l'ESS, la création de mesures fiscales et douanières au profit des acteurs de l'ESS, l'encadrement de l'économie populaire, de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE), la création d'un Conseil national de l'ESS.

Autres programmes, instances et initiatives publiques au Sénégal : qui sont en lien avec l'écosystème de l'investissement à impact :

- **PRES (Programme de Résilience Economique et Sociale)** : sous la Présidence de la République : en réaction à la crise liée à la pandémie, son objectif est de renforcer le système de santé sénégalais et de soutenir les ménages, la diaspora, les entreprises et leurs salariés dans le contexte de la Covid-19
- **PROMISE (Programme de développement de la microfinance islamique)** : accord de financement entre l'Etat du Sénégal et la Banque Islamique de Développement (BID)
- **BNDE (Banque Nationale pour le Développement Economique)** : banque publique, principalement à destination des PME
- **BMN (Bureau de Mise à Niveau)** : fonds de subvention, conseil en technologies, recherche sectorielle, marketing, ressources humaines afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et accompagner les PME
- **CDC (Caisse des Dépôts et Consignations du Sénégal)** : dont les missions sont notamment le financement du logement social et de standing, des travaux d'équipements des collectivités territoriales, de la politique de la ville, des PME, de projets stratégiques et structurants définis par l'Etat

Ville de Dakar : on peut également souligner l'engagement politique de la capitale sénégalaise dans la promotion de l'économie sociale et solidaire à travers plusieurs projets et programmes de soutien aux populations et aux communautés. Et notamment :

- **CEPEM (Cueilleuse d'Entreprise pour la Promotion de l'Emploi par la Microentreprise)** : plateforme d'initiative locale dédiée à la création d'entreprise des porteurs de projets
- **FODEM (Fonds de Développement et de Solidarité Municipal)**
- **CCIAD (Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar)**
- **Candidature pour l'organisation du forum GSEF 2023 (Forum Mondial de l'Economie Sociale)**

⁵⁰ Plan Sénégal Emergent (PSE) : <https://www.sec.gouv.sn/dossiers/plan-s%C3%A9n%C3%A9gal-emergent-pse>

Partie 5 : Facilitateurs de marché

Par facilitateurs de marché, nous définissons tous les acteurs qui gravitent dans l'écosystème de l'investissement à impact en tant que structures de soutien et participent au développement et à la structuration du marché.

Incubateurs, accélérateurs, espaces de coworking

Sénégal	Côte d'Ivoire
<p>ADEPME (Public, voir ci-dessus) ANPEJ (Public, voir ci-dessus) Ashoka Sahel BMN (Public, voir ci-dessus) Concree CTIC Dakar (Acteur historique) Enablis IF Lab Teranga Tech Kosmos Innovation Center Rencontre des Entrepreneurs Sekou Synapse center</p>	<p>Africaworks (Ouverture prochaine d'un bureau à Dakar) Agence Côte d'Ivoire PME (Equivalent de l'ADEPME en Côte d'Ivoire, en charge de la mise en œuvre de la stratégie du gouvernement pour le développement des PME - lancée en 2017) Incub'Ivoire Seed Star</p>
<p>Afric'Innov (Consortium de SAEI⁵¹ africaines et de structures françaises) AfriLabs (Communauté de 600 gestionnaires de hubs à travers l'Afrique) Impact Hub Jokkolabs Kinaya ventures Makesense Africa Orange Fab (Plateforme mettant en relation des start-ups et des entreprises)</p>	

Il existe peu de structures spécifiquement dédiées aux entreprises/entrepreneurs à impact mais il y a plusieurs incubateurs, accélérateurs, espaces de coworking généralistes cités ci-dessus.

Leur rôle inclue généralement la mise à disposition de locaux et de matériel, mais également de l'accompagnement technique et stratégique, de l'aide à la recherche de financement, du mécénat de compétences, etc.

En termes d'investissement, certains incubateurs ont parfois accès à des ressources financières (souvent peu importantes), qu'ils peuvent mettre à disposition des entrepreneurs. Mais leur principal intérêt est leur **proximité avec la demande de capitaux et leur rôle d'intermédiation potentiel** : ces structures sont en lien direct avec les entrepreneurs, elles savent ce dont ils ont besoin et peuvent les mettre en relation avec des apporteurs/gestionnaires de capitaux.

On peut indiquer cependant, que certaines de ces structures peuvent faire face à des problèmes de gouvernance ou de soutenabilité financière.

Zoom : Afric'Innov

C'est dans contexte de foisonnement des structures d'accompagnement que s'inscrit l'action d'Afric'Innov⁵². Son objectif est de professionnaliser les structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat en Afrique, par le renforcement des capacités et la mise en réseau. C'est une association, présente dans 26 pays qui fédère une communauté d'environ 110 SAEI (une cartographie⁵³ est accessible sur leur site). Afric'Innov délivre un label qui certifie la qualité des services d'accompagnement, le professionnalisme des équipes et la viabilité des start-ups sortant d'incubation. A noter qu'à date, il n'y a pas de critère ESG ou d'impact dans ce label.



⁵¹ SAEI : Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat Innovant

⁵² Afric'Innov : <https://www.africinnov.com/fr/network>

⁵³ Cartographie : <https://www.africinnov.com/fr/network>

Zoom : Impact Hub

Impact Hub⁵⁴ est également un réseau international, présent dans plus de 50 pays. Cependant, contrairement à Afric'Innov, il est spécifiquement axé sur la création de communautés d'entrepreneurs ayant un impact positif et il gère ses propres espaces de coworking et d'accompagnement. Les espaces « Impact Hub » à Dakar et à Abidjan proposent notamment des programmes d'incubation de startups, des espaces de travail et des événements de réseautage dynamique.



Réseaux professionnels

Sénégal	Côte d'Ivoire
<p>APBEF (Association professionnelle des banques et institutions financières)</p> <p>APIX (Agence de promotion des investissements au Sénégal)</p> <p>Consortium Jeunesse (Fédération d'organisations réunies autour de la question du développement et de l'autonomisation des jeunes au Sénégal)</p> <p>Club des investisseurs</p> <p>DWG (Dakar Women's Group)</p> <p>GSESS (Groupement Sénégalais de l'économie sociale et solidaire)</p> <p>INAISE (Réseau international d'organismes ayant pour objectif le financement de projets sociaux et environnementaux - la responsable d'INAISE pour l'Afrique de l'Ouest est basée à Dakar)</p> <p>Initiative RSE Sénégal</p> <p>RACTES (Réseau des acteurs et des collectivités territoriales de l'économie sociale et solidaire)</p> <p>UNCCIAS (Union nationale des chambres de commerce d'Industrie et d'Agriculture)</p> <p>VC4A (Venture capital for Africa)</p>	<p>A2IC (Association ivoirienne des investisseurs en capital - lancée en 2017)</p> <p>ANDE (Aspen Network of Development Entrepreneurs : volonté d'ouvrir un bureau en Côte d'Ivoire)</p> <p>CEPIPCI (Centre de promotion de l'investissement en Côte d'Ivoire)</p> <p>INEC (Institut National de l'Économie Circulaire)</p> <p>RIESS (Réseau ivoirien de l'économie sociale et solidaire)</p> <p>RIFEL'S (Formation, Entrepreneuriat et Leadership Féminin)</p>
<p>APSPD (Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés)</p> <p>AVCA (African Private Equity and Venture Capital Association)</p> <p>Club Afrique (France Invest)</p> <p>Club Efficience (Réseau économique panafricain de France et d'Europe)</p> <p>CPA (Conseil présidentiel pour l'Afrique : réseau de la diaspora en France)</p> <p>CPCCAF (Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones)</p> <p>Digital Africa (Entrepreneuriat numérique)</p> <p>FPAM (Financement Participatif pour l'Afrique et la Méditerranée - francophone)</p> <p>Mfw4a (Making Finance Work for Africa)</p> <p>PFAne (Plateforme des Acteurs Non Étatiques)</p> <p>RAESS (Réseau Africain de l'Economie Sociale Solidaire)</p> <p>Teranga Tech (Communauté Tech Franco-Sénégalaise)</p> <p>WFC (Women Working for Change)</p> <p>WIA (Women in Africa)</p>	
<p>Cfff (Collaborative for Frontier Finance)</p> <p>FMDV (Alliance de villes sur les questions de l'accès aux financements des gouvernements locaux et régionaux)</p> <p>GIIN (Global Impact Investing)</p> <p>GPCEA (Global Private Capital Association, ex-EMPEA)</p> <p>Pact for Impact (Global Alliance to promote and strengthen the Social and Solidarity Economy)</p> <p>R20 (R20 Regions of Climate Action)</p>	

⁵⁴ Impact Hub : <https://impacthub.net/>

Il y a de nombreux réseaux professionnels qui regroupent différents acteurs, à l'échelle nationale ou internationale. La liste ci-dessus est non exhaustive mais présente bien la **multiplicité d'acteurs sur des thématiques variés** que sont la microfinance, l'ESS, l'impact, l'investissement, etc.

Zoom : L'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés (APSFD)

Il existe une APSFD (Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés) par pays de l'UEMOA (soit huit au total). Les SFD ont l'obligation légale d'adhérer à l'APSFD une fois qu'ils reçoivent leur agrément SFD. Elles sont organisées en réseau et bien que nationales, ont une logique de coopération régionale. Les missions de l'APSFD incluent :



- Un rôle fédérateur des SFD, de diffusion d'informations
- Un rôle de représentation des SFD auprès des autres acteurs de l'écosystème
- Un rôle de porte-parole, de syndicat professionnel pour la défense des intérêts des membres
- Un rôle de plaidoyer par la participation aux décisions politiques, nationales et sous-régionales. En ce sens, l'APSFD du Sénégal travaille en étroite collaboration avec notamment la BCEAO, le Ministère de la Microfinance et de l'ESS et le Ministère des Finances et du Budget.

Autant de missions dont l'objectif est de contribuer au renforcement des capacités de financement des membres, et promouvoir un secteur de la microfinance professionnel, responsable et inclusif.

Zoom : L'African Private Equity and Venture Capital Association (AVCA)

L'AVCA⁵⁵ (African Private Equity and Venture Capital Association) est une institution panafricaine qui promeut et facilite les investissements privés en Afrique. L'AVCA joue un rôle important dans l'écosystème de l'investissement en éduquant et en connectant les membres et les parties prenantes grâce à : des recherches indépendantes sur l'industrie, des programmes de formation aux meilleures pratiques et des opportunités de réseautage. L'AVCA compte parmi ses membres des sociétés de capital-investissement et de capital-risque, des investisseurs institutionnels, des fondations et des fonds de dotation, des fonds de pension, des institutions internationales de financement du développement, des sociétés de services professionnels, des universités ainsi que d'autres associations.



Cabinet de conseils, experts techniques

Sénégal	Côte d'Ivoire
<p>G Perform (Formation, conseil, accompagnement, coaching)</p> <p>RDE (Rencontre des Entrepreneurs)</p>	<p>CCDE (Centre de Communication et de Développement de l'Entreprise)</p> <p>ESPartners (Entrepreneurial Solutions Partners)</p> <p>Innogen Consulting (Cabinet de conseil en market intelligence spécialisé sur l'Afrique, présent en France et Côte d'Ivoire)</p> <p>Strategy SA (Conseil en stratégie et développement)</p>
<p>AFIBA (Africa Investment and Business Partners)</p> <p>Anviga (Bureau de réalisation en économie circulaire)</p> <p>Cerise (Association spécialisée dans la promotion de la finance éthique)</p> <p>Dalberg Global Development Advisors (Cabinet international de conseil en développement)</p> <p>Ebano Finance (Connects private equity investors and international corporations to African companies)</p> <p>Empow'her (Accompagnement des femmes entrepreneures dans le monde, bureau en Côte d'Ivoire)</p> <p>Scale Changer (Accompagnement dans le changement d'échelle)</p> <p>SPTF (Social Performance Task Force)</p> <p>Tech Dev (Développement des petites entreprises productives)</p>	

⁵⁵ AVCA : <https://www.avca-africa.org/>

Il existe peu de structures spécifiquement dédiées aux acteurs à impact mais il y a plusieurs **cabinets de conseils et experts techniques généralistes, essentiels au développement de l'écosystème.**

Ils peuvent accompagner à la fois les apporteurs de capitaux et les intermédiaires financiers dans leur décision d'investissement, mais également les entreprises/porteurs de projets dans leur développement. Bien qu'encore peu nombreux, ils seraient en train de se développer.

Les acteurs locaux, spécialistes des écosystèmes, jouent un rôle déterminant notamment dans : la recherche de cible (« sourcing »), le travail d'analyse (« due diligences »), l'accompagnement des entreprises, la mesure d'impact. Les acteurs internationaux peuvent également jouer un rôle d'attraction des investisseurs, d'harmonisation et de partage des bonnes pratiques.

Zoom : Le Social Performance Task Force (SPTF)

Le SPTF⁵⁶ (Social Performance Task Force) est un exemple de structure internationale experte de l'écosystème de l'investissement à impact qui est actif au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Spécialisé dans la mesure d'impact dans la microfinance, il a pour objectif de développer des standards afin de faire progresser la gestion des performances sociales. Ces standards sont notamment basés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) afin de promouvoir une mesure d'impact harmonisée. Il s'appuie sur d'autres organisations, telles que Cerise, pour mettre en place des outils adaptés à ces standards, comme l'outil SPI4⁵⁷, et les mettre en application localement par les acteurs (par le biais de réseaux d'auditeurs experts locaux).



Zoom : Dalberg

Dalberg⁵⁸ œuvre à la construction d'un monde plus inclusif et durable. C'est une société de consultants en stratégie fondée en 2001 qui travaille sur les modalités d'amélioration du niveau de vie des populations dans les pays en développement. Son expertise, qui porte notamment sur l'accès au crédit, les politiques énergétiques, la santé et l'agriculture, aide les gouvernements, les institutions de financement internationales, les ONG ou les grands groupes internationaux à améliorer l'impact de leurs interventions sur les populations les plus défavorisées.



Monde académique

Sénégal	Côte d'Ivoire
DER Academy (Plateforme de e-learning de la DER-FJ) Sense Campus (IAM de Dakar avec Makesense)	CERAP (Centre de Recherche et d'Action pour la Paix, Université Jésuite)
IPD (Institut Panafricain pour le Développement - Université des Sciences appliquées du Développement, Région Afrique de l'Ouest et Sahel)	

Nous avons recensé peu de structures du secteur de l'éducation/du monde académique spécialisées dans l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Cependant nous listons ci-dessous des organismes de formation supérieure susceptibles de former les individus à l'investissement et à la gestion d'entreprise au Sénégal.

- Institut Africain de Management (Groupe IAM, Business Schools à Dakar et également à Abidjan)
- CESAG (Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion)
- CAPAF (Renforcement des Capacités des Institutions de Microfinance en Afrique Francophone)
- COFEB (Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires)
- CESAO (Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest - Pôle régional Sénégal)

⁵⁶ SPTF : <https://sptf.info/>

⁵⁷ Cerise - SPI4 : <https://cerise-spm.org/spi4/>

⁵⁸ Dalberg : <https://dalberg.com/>

Média

Sénégal	Côte d'Ivoire
Portail FinDev (Connecter la communauté francophone de la finance inclusive et de la microfinance)	

A ce stade, nous avons identifié peu de médias spécialisés dans l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Cependant il existe des médias qui traitent des sujets généraux de l'économie, de l'entrepreneuriat, de la finance au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Nous pouvons notamment citer :

- StartupBRICS (Blog édité à l'actualité Tech, Innovation & Startups des BRICS et des pays émergents)
- Agence Ecofin (Agence d'informations économiques sectorielle)
- Jeune Afrique (Hebdomadaire panafricain)
- La Tribune Afrique

Autres initiatives notables sur l'investissement à impact

Les listes ci-dessous sont non exhaustives car nombre d'institutions et d'acteurs organisent leurs propres événements/programmes d'accompagnement que nous n'avons pas cités à nouveau dans cette partie. Sont indiqués parmi ces autres initiatives notables, des événements, programmes, concours qui sont indépendants des acteurs cités précédemment ou qui nous semblent incontournables.

- Événements, sommets, conférences

Sénégal	Côte d'Ivoire
SOS SAHEL Africa Days	
Africa CEO Forum Africa SME Champions Forum AfricArena (Western Africa Regional Summit) ANDE West Africa Regional Conference Emerging Valley (Hub d'innovations émergentes entre l'Europe et l'Afrique) Forum Convergences Forum des Diasporas Africaines Global Entrepreneurship Week MEST Africa Challenge SAM (Semaine Africaine de la Microfinance, tous les 2 ans au Luxembourg, par l'ADA, Appui au Développement Autonome) Sommet de l'Engagement Sociétal des Entreprises entre l'Afrique, la France et l'Europe	

Certains des événements cités ont eu lieu par le passé, mais n'auront peut-être pas lieu à nouveau à la suite de la crise de la Covid-19.

Il est important de noter que le GSG organise également des événements réguliers regroupant les comités consultatifs sur l'investissement à impact (National Advisory Board, NAB) actifs ou en cours de création en Afrique.

- Programmes d'accompagnement

Sénégal	Côte d'Ivoire
AFIDBA (Bond'Innov, AFD, ONG Positive Planet International) Reach for change (Spécialisé dans l'entrepreneuriat social à destination des enfants et de la jeunesse)	Lead Campus (Avec l'AFD)
ACBP (AfriLabs Capacity Building Programme avec l'AFD) SCF (Social Change Factory) Social Inclusive Bootcamp (AFD, Investisseurs & Partenaires, African Management Institute, ScaleChanger et StartupBRICS)	

Principaux défis de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire

Point d'attention / note méthodologique

- Nous avons identifié des axes de réflexion afin de développer le secteur de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire, autant d'axes qui représentent des pistes de travail potentielles pour un futur comité consultatif sur l'investissement à impact (ou « NAB », National Advisory Board).
- Les enjeux soulevés ci-dessous ne relèvent pas de l'appréciation de FAIR, mais bien des témoignages recueillis lors de nos entretiens et développés par nos différents interlocuteurs.

Enjeux généraux

La définition de l'impact

Le terme "impact" n'est pas répandu ni consensuel. On peut en effet considérer que deux définitions du concept d'"impact" existent parmi les acteurs de l'écosystème :

- L'investissement à impact tel que défini en introduction de ce rapport par une définition exigeante (cf. un investissement qui cherche à la fois une rentabilité financière et un impact social/environnemental positif, de manière intentionnelle, additionnelle et mesurable)
- Versus, une vision bien plus large de l'investissement à impact dans les contextes particuliers du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, dans laquelle tout investissement effectué serait un investissement à impact dans la mesure où il crée de l'emploi et participe au développement économique et à l'inclusion, quand bien même cet investissement aurait un seul but lucratif

Il est donc fondamental de mieux définir ce qu'est l'investissement à impact, en particulier dans le contexte des pays en développement. Il y a un fort besoin d'accès aux financements dans ces pays et il peut y avoir un risque d'appeler investissement « à impact » tout investissement. Il est essentiel de définir précisément l'investissement à impact dans ce contexte spécifique.

Ainsi il est nécessaire d'effectuer un travail de sensibilisation, d'informations et de formations auprès des différents acteurs, pour deux raisons principales :

Mieux définir ce qu'est l'investissement à impact, en particulier dans le contexte des pays en développement

- **Eviter « l'impact washing »** qui consiste à étiqueter à tort un investissement traditionnel comme une stratégie d'impact afin de bénéficier des vertus associées à ce type de placement. Il est capital de veiller activement à ne pas diluer ni corrompre la définition de ce qui constitue un investissement d'impact avant que le marché n'ait véritablement pris son envol
- **Promouvoir l'investissement à impact** et ses bénéfices auprès des différents acteurs

La mesure d'impact

La définition de l'impact et de son périmètre est intimement liée à la question de la mesure d'impact. La notion d'impact étant peu répandue, **le suivi d'indicateurs d'impact** l'est également peu au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Les principaux indicateurs extra-financiers utilisés sont :

- **Les Objectifs de Développement Durable (ODD⁵⁹)** qui constituent un cadre de référence pour agir et un outil de sensibilisation. Ils sont connus et reconnus par une diversité d'acteurs, mais pas forcément mis en œuvre ou suivis
- **L'Indice de Probabilité de Pauvreté (PPI⁶⁰)**, outil de mesure de la pauvreté pour les organisations et les entreprises au service des plus pauvres. Le PPI est statistiquement robuste et simple à utiliser mais il n'est pas forcément toujours pertinent et exhaustif pour la mesure d'impact.

⁵⁹ Objectifs de Développement Durable : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

⁶⁰ Indice de Probabilité de Pauvreté (PPI®) : <https://www.poverty-action.org/sites/default/files/PPI%20-%20Pre%CC%81sentation%20succinte.pdf>

Certains acteurs considèrent que **le nombre d'emplois créés** est également un bon indicateur d'impact dans le contexte des pays en développement. Cependant cet indicateur est à modérer avec les éléments évoqués ci-dessus concernant la définition d'investissement à impact.

A noter que **les acteurs de la microfinance** sont précurseurs dans la mesure d'impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire dans la mesure où ils suivent déjà une certaine forme de « performance sociale » (c'est ce qui les différencie des banques traditionnelles notamment). Cependant, leurs indicateurs ne sont pas pris en compte par les instances régulatrices pour lesquelles les indicateurs financiers prévalent.

Il est évident que certaines structures n'ont pas la possibilité **d'engager des moyens dans la mesure d'impact**, et notamment les entrepreneurs sociaux du fait d'un potentiel manque de ressources financières, humaines ou matérielles. Il est tout de même intéressant d'indiquer que des initiatives existent et se développent par le biais des facilitateurs de marché afin de pallier ces difficultés. On peut notamment évoquer la méthode du Lean Data⁶¹ développée par Acumen, pour une mesure de résultat simple et systématique, qui serait directement opérationnelle et à moindre coût.

La mesure d'impact est fondamentale dans la structuration de l'écosystème

Cette problématique de mesure d'impact n'est pas inhérente aux écosystèmes du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, c'est un enjeu global de l'investissement à impact, mais elle est fondamentale pour le développement et la structuration de l'écosystème. La création d'indicateurs standards pour le secteur devrait permettre **d'identifier les stratégies d'impact et de mesurer leur performance, et ainsi éviter l'impact washing**.

De manière générale, **l'accès à la donnée** peut s'avérer compliqué au Sénégal et en Côte d'Ivoire, et ce d'autant plus pour la donnée relative au marché de l'investissement à impact, qui reste aujourd'hui un marché de niche (selon la définition adoptée en introduction).

Enjeux de l'offre de capital et des intermédiaires financiers

Mobiliser l'ensemble des acteurs dans l'investissement à impact....

Certains **investisseurs institutionnels, nationaux ou internationaux, manquent à l'écosystème de l'investissement à impact** et notamment les institutions de prévoyance (organismes de retraite, sociétés d'assurances, mutuelles), mais également certaines banques commerciales qui ne jouent pas leur rôle dans l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ce manque d'implication pourrait s'expliquer par une non-connaissance du secteur, mais également par des raisons réglementaires. Selon nos interlocuteurs, un travail de sensibilisation et de plaidoyer est nécessaire.

.... Et en particulier, mobiliser les capitaux locaux

Au sein des acteurs manquants, on peut déplorer l'absence en particulier des **acteurs financiers locaux** dont la contribution au secteur de l'investissement à impact reste limitée. **Mobiliser le capital local (national ou régional)** serait utile pour développer l'investissement à impact localement et à grande échelle du fait des montants d'investissement à disposition.

Ainsi, parmi les 5 types d'acteurs détaillés dans la cartographie, nous avons identifié une **caractéristique transversale** qui est le fait d'être un fournisseur/gestionnaire de capital local. Ces acteurs locaux font partie du secteur public et du secteur privé : les investisseurs institutionnels, mais également les entreprises (notamment par le biais de programmes RSE) et la population (individus très fortunés, épargne locale).

Il est important de mobiliser les investisseurs institutionnels locaux

Nous listons ci-dessous quelques-uns des principaux acteurs locaux identifiés à mobiliser, qui reprennent certains des acteurs cités précédemment (cf. parties « Autres investisseurs institutionnels » et « Gouvernement, régulateurs et décideurs politiques »).

⁶¹ Acumen - Lean Data : <https://acumen.org/lean-data/>

Sénégal	Côte d'Ivoire
<p><u>Investisseurs institutionnels :</u> Amsa Assurances Askia Assurances Banque Atlantique Sénégal Ecobank Sénégal IPRES (Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal) La Banque Agricole Société Générale Sénégal SONAM (Société Nationale d'Assurances Mutuelles)</p> <p><u>Entreprises privées :</u> Groupe Sonatel (filiale d'Orange)</p> <p><u>Gouvernement, secteur public :</u> Cf. partie « Au niveau national (seulement au Sénégal) »</p>	<p><u>Investisseurs institutionnels :</u> ASACI (Association des Sociétés d'Assurances de Côte d'Ivoire) Banque Atlantique Côte d'Ivoire Ecobank Côte d'Ivoire NSIA Banque Société Générale Côte d'Ivoire</p> <p><u>Entreprises privées :</u> Eurofind Group (Castel) MTN (Opérateur de télécom) Orange</p> <p><u>Gouvernement, secteur public :</u> CNPS (Caisse nationale de prévoyance sociale, sous la tutelle du ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale et le ministère de l'Economie et des Finances) FGA (Fonds de Garantie Automobile)</p>

Il existerait un potentiel de mobilisation vers l'investissement à impact, par exemple au travers de projets conjoints avec des fournisseurs de capital internationaux. Les réseaux bancaires africains (tels que Ecobank, Orabank), ou les organismes de prévoyance et assureurs locaux peuvent être ciblés pour de telles initiatives.

Pour information, il existe d'autres investisseurs dans des fonds locaux du Groupe I&P (au Burkina Faso, Niger et Madagascar) et notamment : Société Générale, SONAR (Société Nationale d'Assurance et de Réassurance au Burkina Faso), Total, SIDI, Incluvest, Veolia, Orano, SEEN (Société d'Exploitation des Eaux du Niger), Caren, Bank of Africa, gamma informatique, BNI Madagascar (Bank Negara Indonesia), Critical Ecosystem Partnership Fund, Copefrito, Axian, Atria. Autant d'acteurs qu'il pourrait être intéressant de mobiliser.

Le rôle de la microfinance

L'ensemble des acteurs interrogés est unanime sur le fait que le **secteur de la microfinance est un pionnier de l'impact et un des leviers majeurs du développement en Afrique de l'Ouest**. Il est relativement bien développé (de nombreux acteurs sur l'ensemble des territoires) et structuré (par le biais des associations professionnelles). Les IMF travaillent au plus près des demandeurs de capital (PME, commerçants, entrepreneurs, agriculteurs, etc.).

Les acteurs de la microfinance sont des pionniers de la finance à impact en Afrique

Deux tendances dans le secteur sont à noter :

- **Le développement de la « Mésofinance »⁶²** : concept relativement nouveau dans le monde du financement. Les prêts de méso-financement commencent à partir d'un montant de 1k€/2k€ et sont spécifiquement destinés aux petites et moyennes entreprises. C'est une expression usitée au Sénégal et en Côte d'Ivoire, mais qui n'existe pas dans la réglementation. Elle se développe naturellement du fait du tissu de PME et du fait du suivi naturel des IMF auprès des entrepreneurs : accompagnement par la microfinance sur des petits montants au début puis par la « mésofinance » quand ils croissent ;
- **Le développement de la Microfinance islamique** : secteur qui serait encore à ses débuts mais qui profite d'une forte appétence de la part de la population, du fait de l'adhésion aux concepts religieux associés. Cet écosystème un peu différent de la microfinance classique (dans le choix des secteurs par exemple) est en train de se développer, notamment par le biais de partenaires comme la BID (Banque Islamique de Développement).

⁶² L'AFD et la Mésofinance :

https://www.diafrikininvest.com/sites/default/files/kcfinder/files/AFD_et_la_Mesofinance_FR.pdf

Enjeux pour faire correspondre l'offre et la demande de capital

L'accès au financement

Selon les entretiens effectués, il existe un désalignement entre l'offre et la demande de capital et l'accès au financement n'est pas fluide sur l'ensemble des étapes de développement de l'entrepreneur. Des solutions pourraient être développées pour que tous les besoins de financement puissent être couverts.

- **L'accès au financement des banques et agences de développement** est problématique pour de nombreuses entreprises, mais aussi pour les fonds d'investissement qui souhaitent cibler ces entreprises et qui sont de trop petite taille pour bénéficier d'un financement d'une banque de développement car les tickets d'investissement ne sont pas assez élevés.
- Il y aurait par ailleurs **un maillon manquant** dans la chaîne de financement des entreprises de taille intermédiaire (dit « **missing middle** »). Cela concernerait les entreprises qui ne sont plus en phase de démarrage (« **early stage** »), qui peuvent attirer les investisseurs du fait d'un haut potentiel malgré un risque plus élevé, mais qui ne sont pas non plus assez passées à l'échelle pour s'adresser à de plus gros investisseurs. Une des raisons du non-financement de ces entreprises serait que les analyses pré requises (« **due diligences** ») seraient trop lourdes et chronophages pour des structures pas assez développées, ce qui nuirait donc à la rentabilité potentielle de l'investissement.
- Un appui à **la recherche d'opportunités de transactions** (prospection, partage de projets, partage d'informations, etc.) s'avère nécessaire pour les investisseurs. En effet, l'une des difficultés qu'ils éprouvent est l'identification des entreprises dont la solidité du modèle d'affaires et l'impact ont été prouvés et qui sont assez matures pour être investies.

Les investisseurs éprouvent des difficultés à trouver des entreprises à impact dans lesquelles investir

Pour cela, il semble primordial de **faire vivre les réseaux locaux existants**, de s'appuyer sur les experts techniques locaux et d'animer des événements pour stimuler l'écosystème (cf. partie suivante sur les enjeux des facilitateurs de marché) afin de pallier les problèmes d'adéquation entre la demande et l'offre de capitaux.

Nos interlocuteurs soulignent également qu'il est important que les investisseurs clarifient leur cible d'investissement (par géographie, secteur, taille d'entreprises, etc.) pour être facilement identifiables par les demandeurs de capitaux et les facilitateurs de marché.

Les stratégies d'investissement

- **La finance mixte** (« **blended finance** ») doit être promue. A ce jour, l'expérience de nos interlocuteurs semble montrer qu'il est quasi-impossible de développer l'investissement à impact en Afrique sans avoir recours partiellement à des subventions ou ressources assimilées.
- Par ailleurs, la mise en œuvre par les financeurs de **stratégies de « Venture building »** (combinaison d'appui financier et opérationnel) pourrait permettre de développer l'investissement à impact au Sénégal et Côte d'Ivoire. Ces stratégies vont plus loin que le simple financement car elles consistent également à identifier des idées commerciales (à impact social et/ou écologique dans ce contexte), constituer des équipes, trouver des capitaux, aider à gérer les entreprises et fournir des services partagés.
- A propos du choix des **secteurs d'investissement**, les nouvelles technologies et le numérique s'imposent comme les choix de prédilection pour nombre d'acteurs : il y a une appétence des investisseurs pour les technologies ; l'informatique et la digitalisation sont des axes stratégiques du Gouvernement sénégalais ; nombre d'incubateurs se concentrent sur le numérique et le digital. Cependant, certains interlocuteurs questionnent cette priorité sachant que certains besoins essentiels (sécurité alimentaire, accès aux soins, à l'éducation, etc.) ne sont pas encore atteints pour une partie de la population.

Enjeux de la demande de capital

Le contexte social et économique

- **Barrières géographiques** : il existe des différences de développement, d'accès au financement et d'accompagnement entre les capitales/grandes villes et le reste des territoires du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. En dehors des acteurs de la microfinance, la plupart des apporteurs de capitaux et intermédiaires financiers sont basés dans les métropoles et la connexion avec l'ensemble du territoire paraît moins évidente.
- Le tissu économique du Sénégal et de la Côte d'Ivoire est composé de nombreuses microentreprises unipersonnelles, en ligne avec un esprit entrepreneurial puissant en Afrique, souligné par l'ensemble de nos interlocuteurs. Cependant il est important de noter que cet entrepreneuriat est avant tout un **entrepreneuriat de nécessité** : la création d'entreprise se présente souvent comme l'unique solution d'accès à une source de revenus, plutôt qu'un choix.

La structuration des entreprises

- Selon nos interlocuteurs, **la formalisation des entreprises** apparaît comme une barrière majeure à l'investissement : beaucoup d'entreprises font partie de l'économie informelle et ne sont pas officielles et conformes d'un point de vue légal/fiscal. Or la formalisation des entreprises est nécessaire pour structurer les entreprises et accéder aux financements. Parmi les freins à la formalisation, nous pouvons citer : l'alphabétisation/l'éducation, la formation professionnelle, l'accès aux administrations publiques, les contraintes fiscales une fois formalisés, les lourdeurs administratives, etc. L'Etat pourrait inciter à la formalisation des entreprises en facilitant les procédures administratives et en créant un système fiscal avantageux.

Les entrepreneurs ont besoin d'être soutenus dans leur formalisation et leur passage à l'échelle

C'est notamment dans cette optique que le « Start-up Act » a été promulgué en 2019 au Sénégal. Par ailleurs, la DER-FJ a également pour mission d'aider à la formalisation des entrepreneurs en prenant en charge les différents documents officiels (registre de commerce, NINEA et autres documents légaux requis des entreprises).

- De manière générale, les entrepreneurs peuvent rencontrer **des difficultés pour arriver à l'équilibre économique puis au passage à l'échelle**, notamment du fait d'un manque d'accompagnement pour trouver des financements, pour développer leur activité, pour mettre en place des procédures et des outils de gestion adaptés.

D'autant plus que dans les cas d'entrepreneuriat de nécessité, les entrepreneurs n'ont pas forcément l'ambition de grossir et de passer à l'échelle.

- Une fois investies, il peut y avoir un enjeu dans le suivi des entreprises au **sujet du management**. Dans l'optique de faire passer les entreprises à l'échelle et de les structurer, les investisseurs ont évoqué avoir parfois des difficultés à trouver des relais locaux pour des postes d'encadrement intermédiaire (« middle management »). Il serait important de mettre en place davantage de structures de formation et d'accompagnement en local.

La notion d'impact dans la structuration des entreprises

- Il y aurait un travail à effectuer de **sensibilisation des entrepreneurs à la notion d'impact** dans leurs activités, pour apprendre à la développer et à la mettre en avant.

Ce travail est particulièrement important dans un contexte où les investisseurs ne semblent pas moteurs dans le développement de l'entrepreneuriat à impact, ils seraient plutôt dans une position d'attente que les acteurs se structurent avant d'investir. Le développement de l'entrepreneuriat social/environnemental repose aujourd'hui davantage sur les entrepreneurs et les facilitateurs de marché (incubateurs notamment). Ils jouent donc un rôle clé dans le développement et la structuration du marché de l'impact.

- Pour développer l'entrepreneuriat à impact, il faudrait faire émerger des **champions nationaux/régionaux**, qui partageraient ensuite les bonnes pratiques.

Ces problématiques de structuration, de passage à l'échelle et d'impact rejoignent celles évoquées précédemment qu'ont les investisseurs à trouver des entreprises à impact qui soient solides dans lesquelles investir.

Enjeux du Gouvernement, des régulateurs et décideurs politiques

Le rôle de l'Etat, du secteur public

Selon les entretiens effectués, il existe un consensus sur le **rôle que doivent jouer les décideurs politiques et les régulateurs** dans le développement de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Le secteur public est globalement peu familier du vocabulaire et du concept « d'impact » tel que défini précédemment. Cependant le contexte du secteur public au Sénégal s'avère favorable à son développement, notamment du fait de réglementations plus propices (« Start-up Act », Loi d'orientation de l'Economie Sociale et Solidaire), ou d'instances publiques motrices (DER-FJ).

A la fois apporteur de capital...

En tant qu'investisseur institutionnel, **l'Etat est un vrai levier** pour développer l'écosystème par le biais de ces différents fonds, agences, délégations, programmes, etc. Il peut diriger les capitaux vers des entreprises à fort impact social et écologique, cibler des populations bénéficiaires prioritaires et mettre en œuvre différents outils pour accompagner les acteurs. Cet enjeu rejoint celui de la mobilisation des capitaux locaux évoqué précédemment.

Cependant au Sénégal, **les instances étatiques sont très nombreuses et peuvent être fragmentées**. La multiplicité des institutions peut complexifier le dialogue et la capacité à trouver les bons interlocuteurs. Afin de développer l'investissement à impact, il faut que certains ministères (comme celui de la Microfinance et de l'ESS par exemple) ou instances publiques (la DER-FJ) jouent un rôle de plaidoyer et de fédérateur pour instaurer davantage de coordination et impliquer tous les autres acteurs vers une même ambition.

L'Etat a plusieurs rôles à jouer dans le développement de l'investissement à impact : apporteur de capital et régulateur

.... Et régulateur

L'Etat et les instances régulatrices régionales (en particulier la BCEAO) sont garantes des **cadres juridique et réglementaire** et de leur adaptation aux acteurs de l'investissement à impact.

La loi sur l'ESS adoptée par les députés au Sénégal en juin 2021 est en ce sens une avancée pour l'entrepreneuriat à impact. Elle permet de mieux encadrer et définir le secteur de l'ESS.

Ainsi, les pouvoirs publics peuvent jouer un **rôle de facilitateur** en modifiant certains aspects de la réglementation. Il existe certains freins réglementaires à ce jour, et notamment :

- La réglementation actuelle au Sénégal ne serait pas propice à l'établissement de fonds de capital investissement localement (y compris fonds à impact) et d'organisations de financement participatif ;
- Il y aurait par ailleurs une réglementation qui impose aux acteurs financiers non bancaires d'être assujettis à la TVA alors qu'une taxe moins élevée est appliquée pour les activités financières des organismes bancaires. Cela peut être un frein au développement d'acteurs financiers alternatifs, notamment dans le secteur de la microfinance.

Les régulateurs peuvent également jouer un **rôle incitatif** (par le biais d'incitations fiscales notamment) pour impliquer les investisseurs. Et pour aller plus loin, on pourrait même envisager un **rôle coercitif** en instaurant une réglementation plus stricte (en imposant par exemple aux investisseurs institutionnels d'avoir des montants minimums obligatoires investis dans des investissements à impact).

Au niveau de **l'environnement monétaire** (région UMOA), certains investisseurs internationaux témoignent de l'existence d'un frein dans leur activité dû à la difficulté à sortir des devises du pays.

Enjeux des facilitateurs de marché

Comme évoqués précédemment et en lien direct avec les enjeux des autres acteurs, les facilitateurs de marché sont essentiels au développement de l'investissement à impact.

- **La collaboration entre les réseaux existants** est nécessaire, en particulier les associations professionnelles du capital investissement et de la microfinance, les clubs et agences d'investisseurs, qui travaillent à améliorer l'environnement et le rendre plus propice à faire des affaires. Ils participent notamment à la mise en relation, au développement des connaissances sectorielles, à la structuration des relais locaux, etc.
- Dans l'écosystème des **incubateurs et accélérateurs**, il existe une **certaine effervescence** et de nombreux acteurs apparaissent. Cependant, il faut faire attention à ce que l'offre qui se développe soit de qualité pour ne pas dévoyer la logique de l'entrepreneuriat à impact.
- Dans le monde académique, **l'offre de programmes de formation et d'études supérieures dédiées à l'impact** est limitée. Tout programme de renforcement des capacités (construction de plans d'affaires, connaissance des outils financiers, gestion d'entreprise, etc.) pourrait être utile pour les entrepreneurs.
- Comme dans les autres pays où l'investissement à impact se développe, l'uniformisation des pratiques de la mesure d'impact est un enjeu souligné par nos interlocuteurs. Il serait donc intéressant de faire appel à des **experts indépendants et aux réseaux internationaux** pour une uniformisation des pratiques et pour une sensibilisation/éducation sur les sujets d'impact (auprès de tous les autres acteurs) au Sénégal et en Côte d'Ivoire.
- Enfin, les personnes interrogées remarquent qu'il serait intéressant de trouver une manière **d'associer la diaspora** à la dynamique de l'investissement à impact (organisations enregistrées à l'étranger mais dédiées aux pays en question).

Il serait intéressant de capitaliser sur l'expertise et les réseaux des facilitateurs de marché pour développer l'écosystème



Conclusion synthétique



À la suite de la réalisation de cette cartographie, et en cohérence avec les enjeux du marché de l'investissement à impact soulignés dans ce rapport, FAIR a émis des recommandations quant à la création d'un Comité consultatif sur l'investissement à impact (NAB, « National Advisory Board ») au Sénégal ou en Côte d'Ivoire.

Pertinence de la création d'un NAB

Nous avons confirmé avec les personnes interrogées la pertinence de la création d'un NAB et la quasi-intégralité était convaincue de **l'intérêt d'un tel comité** afin de permettre le développement de l'investissement à impact en Afrique francophone.

Choix d'implantation du NAB

Sur le choix de l'implantation du NAB (régional/national et si national, quel pays), nous recommanderions d'initier **tout d'abord un NAB au Sénégal**, et ensuite d'envisager de constituer d'autres NAB dans d'autres pays.

Il est cependant important de noter qu'une logique régionale était vraiment mise en avant lors des entretiens et est à considérer lors de la création d'un NAB en Afrique francophone.

De plus, il serait très pertinent de stimuler les échanges et partages d'expériences avec les NAB déjà établis dans la région (Ghana, Nigeria).

Missions du NAB

Il serait intéressant de reprendre les conclusions décrites ci-dessus sur les enjeux de l'investissement à impact, avec un accent mis en particulier sur :

- **La sensibilisation, la communication et la formation** à l'investissement à impact auprès des différents acteurs. Il faut développer le partage d'expériences et de bonnes pratiques sur le sujet afin de structurer le marché et impliquer les bailleurs de fonds, les fonds d'investissement, les entrepreneurs et les pouvoirs publics.
- **La réglementation** qui est un point crucial pour le développement de la finance à impact. Un travail de plaidoyer auprès des pouvoirs publics est à mener pour :
 - Adapter la réglementation et développer un cadre légal et fiscal propice ;
 - Assurer la cohérence entre les actions des différentes instances publiques.
- **La mobilisation du capital local** est essentielle et passe notamment par la réalisation des deux points précédents.

Organisations à impliquer dans un NAB

Le GSG recommande qu'**au moins trois des cinq piliers de l'écosystème** de l'investissement à impact soient représentés dans un NAB. Tout en respectant ce critère, nous recommandons de se concentrer sur des acteurs locaux à influence/rayonnement régional.



Annexes

Contacts des parties prenantes

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Claire Brodin, Cheffe du Pôle Financement du développement, Innovation et Partenariats, DGM

Elisa Taiwo, Conseillère Innovation financière - Numérique, Pôle Financement du développement, Innovation et Partenariats, DGM

Manon Gavalda, Conseillère Secteur privé et Entrepreneurat social, Pôle Financement du développement, Innovation et Partenariats, DGM

Global Steering Group for Impact Investment (GSG)



Krisztina Tora, Chief Market Development Officer

Atieno Otonglo, Market Development Manager

FAIR (Financer, Accompagner, Impacter, Rassembler)



Raphaëlle Sebag, Responsable, Pôle Etudes & Innovation

Clémence Vaugelade, Responsable, Pôle Plaidoyer et Relations Internationales

Lenaig Naudais, Responsable, Pôle Communication et Développement

Lise Coinault, Chargée de partenariats et projets stratégiques

Sixtine Martial, Chargée de mission, Pôle Etudes & Innovation

Timon Persoon, Assistant chargé de communication événementiel, Pôle Communication et Développement

Autres personnes impliquées dans le projet et ayant participé à la réalisation de la cartographie

Cyrille Langendorff, Président du Comité consultatif français pour l'investissement à impact social

Pauline Boulanger, ex Déléguée générale adjointe de l'Impact Invest Lab

Cette étude a été réalisée avec le concours du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et de l'Agence Française de Développement (AFD).

Questionnaire

Questionnaire – En français

L'iiLab, en concertation avec le GSG, et avec le soutien du Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, réalise une étude préliminaire pour recenser les acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire et comprendre les spécificités du marché dans ces pays. Cette étude est une première étape en vue de la possible création de comités consultatifs sénégalais et ivoirien pour l'investissement à impact. De tels comités consultatifs existent déjà dans une trentaine de pays. Ils oeuvrent localement au développement du secteur et assurent le lien avec le GSG, Global Steering Group for impact investment, qui rassemble tous les comités consultatifs nationaux et régionaux à travers le monde.

Marché de l'investissement à impact

- Connaissez-vous l'investissement à impact ? En quoi consiste-t-il pour vous ?
- Connaissez-vous des projets emblématiques de l'investissement à impact au Sénégal et/ou en Côte d'Ivoire ?
- Quels sont les freins au développement de l'investissement à impact au Sénégal et/ou en Côte d'Ivoire ? Quelles sont les problématiques auxquelles le secteur/les acteurs sont confrontés ?
- Quelles seraient les solutions qui permettraient de favoriser un meilleur développement ?

Les acteurs

- Qui sont les acteurs principaux des cinq piliers de l'investissement à impact (ci-dessous) ?

Offre de capital

Intermédiaires financiers

Demande de capital (entrepreneurs, entreprises)

Gouvernement, régulateurs

Facilitateurs de marché

- Parmi ces acteurs, lesquels sont les plus influents ?
- Parmi ces acteurs, lequel (lesquels) a la plus forte capacité de mobilisation, est le plus fédérateur ?
- Certains acteurs ont-ils des positionnements tranchés, voire clivants au sein du secteur ? Existe-t-il différentes mouvances au sein du secteur ?

Perspectives GSG

Selon vous, rassembler les acteurs de l'écosystème au sein d'une instance, dont le rôle reste à définir (dialogue entre membres, mises en relation, plaidoyer auprès des pouvoirs publics...) pourrait-il servir le secteur ? Une telle instance aurait-elle une valeur ajoutée ? Favoriserait-elle le développement de l'investissement à impact ?

Selon vous, serait-ce utile pour les acteurs locaux d'être connectés à un réseau international tel que le GSG ?
Ex : valorisation des initiatives locales à l'international, accès aux bonnes pratiques et retours d'expériences de pairs étrangers, partages d'expériences entre pairs...

Seriez-vous prêt à porter la démarche de création d'un comité consultatif au Sénégal ou en Côte d'Ivoire ? Ou à vous investir dans ce comité ? Quelles seraient les principales priorités de réflexion selon vous ?

Bibliographie

- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères – Stratégie « Philanthropie et Développement » (2021)
- Ministère des Finances et du Budget du Sénégal – Direction Réglementation et Supervision des SFD – Note sur la Situation des SFD (2021)
- UNPRI – Comment les investisseurs responsables devraient répondre à la crise du Coronavirus Covid-19 (2020)
- BCEAO – Situation de la microfinance dans l'UMOA (2020)
- AVPA – The landscape for social investment in West Africa (2020)
- Mouves – Diagnostic social & inclusive business, Sénégal et Côte d'Ivoire (2020)
- The Sustainable Development Goals Center for Africa – SDG Index and Dashboard Report (2019)
- Teranga Tech/Jokkolabs – Ecosystème Start-up Sénégal (2019)
- GSG – NAB Handbook (2019)
- GSG & Intellectap – Africa State of Impact Investing Report (2018)
- INAISE – Rapport de la conférence internationale d'INAISE à Dakar (2018)
- I&P/Ferdi – Investing in Development in Africa (2016)
- GIIN/Dalberg – The landscape for impact investing in West Africa (2015)
- UNDP – Impact Investment in Africa_Trends, Constraints and Opportunities (2013)

Lexique

Français		Anglais	
\$	Dollar américain	\$	US Dollar
€	Euro	€	Euro
AFD	Agence Française de Développement	AFD	Public agency that implements France's international development and solidarity policy
APD	Aide Publique au Développement	ODA	Official Development Assistance
BAD	Banque Africaine de Développement	AfDB	African Development Bank
BCEAO	Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest	BCEAO	Central Bank of West African States
BEI	Banque Européenne d'Investissement	EIB	European Investment Bank
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo)	ECOWAS	Economic Community of West African States
CEMAC	Coopération financière en Afrique centrale (Cameroun, République Centrafricaine, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad)	CEMAC	Economic and Monetary Community of Central Africa
Cf.	Confer	Cf.	Confer
CICID	Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement	CICID	French Interministerial Committee for International Cooperation and Development
ESG	Critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance	ESG	Environmental, Social & Governance criteria
ESS	Economie Sociale et Solidaire	SSE	Social and solidarity-oriented economy
FAIR	Financer Accompagner Impacter Rassembler (ex-Finansol/Impact Invest Lab)	FAIR	Financer Accompagner Impacter Rassembler (ex-Finansol/Impact Invest Lab)
FCFA	Franc CFA, qui signifie : - Communauté financière africaine dans l'UEMOA - Coopération financière en Afrique centrale dans la CEMAC	FCFA	CFA franc, which stands for: - African Financial Community within WAEMU - Financial Cooperation in Central Africa within CEMAC
GES	Gaz à Effet de Serre	GHG	Greenhouse Gas
GSG	Global Steering Group for Impact Investment	GSG	Global Steering Group for Impact Investment
I&P	Investisseurs et Partenaires	I&P	Investisseurs et Partenaires
IDE	Investissements Directs à l'Etranger	FDI	Foreign Direct Investment(s)
IDH	Indice de Développement Humain	HDI	Human Development Index
IFC	Société financière internationale	IFC	International Finance Corporation
iiLab	Impact Invest Lab	iiLab	Impact Invest Lab
IMF	Institution(s) de Microfinance	MFI	Microfinance Institution(s)
ISR	Investissement(s) Socialement Responsable(s)	SRI	Socially Responsible Investment(s)
K	Mille, milliers	K	Thousand
M	Millions	M	Million
Mds	Milliards	Bn	Billion
MEAE	Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères	MEAE	French Ministry of Europe and Foreign Affairs
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises	MSMEs	Micro, Small and Medium-sized Enterprises
NAB	Comité consultatif national sur l'investissement à impact	NAB	National Advisory Board

NINEA	Numéro d'Identification National des Entreprises et des Associations (Sénégal)	NINEA	National Identification Number for Companies and Associations (Senegal)
ODD	Objectifs de Développement Durable	SDGs	Sustainable Development Goals
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Niger, RCA, RDC, Sénégal, Tchad, Togo)	OHADA	Organisation for the Harmonization of Business Law in Africa
ONG	Organisation(s) Non Gouvernementale(s)	NGOs	Non-governmental organization(s)
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat	PPP	Purchasing Power Parity
PIB	Produit Intérieur Brut	GDP	Gross Domestic Product
PMA	Pays les Moins Avancés	LDCs	Least Developed Countries
PME	Petites et Moyennes Entreprises	SMEs	Small and Medium-sized Enterprises
PED	Pays en Développement	DC	Developing countries
RAB	Comité consultatif régional sur l'investissement à impact	RAB	Regional Advisory Board
RNB	Revenu National Brut	GNI	Gross National Income
SA	Société(s) Anonyme(s)	PLC	Public Limited Company
SAEI	Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat Innovant	SAEI	Support structures for innovative entrepreneurship
SARL	Société(s) à Responsabilité Limitée	LLC	Limited Liability Company
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés	DFS	Decentralized Financial systems
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée	VAT	Value Added Tax
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Guinée-Bissau)	WAEMU	West African Economic and Monetary Union
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Guinée-Bissau)	WAMU	West African Monetary Union
USD	Dollar américain	USD	US Dollars

fair.

‰ **Financer**

∩ **Accompagner**

○ **Impacter**

⋮ **Rassembler**

Suivez-nous sur www.finance-fair.org



facebook.com/FAIR.label.finansol



twitter.com/Label_Finansol



linkedin.com/company/fair-label-finansol